

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 13 SEPTEMBRE
N° 253 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56 942

rentrée 76
L'école d'Haby
école de crise

voir p.2

A BESANÇON DEUXIEME REUNION DE LA COORDINATION DES LUTTES

La deuxième réunion de la coordination des luttes de Besançon qui réunissait : Lip, Réhaut, Idéal-Standard, SCPC, Caron-Ozanne, IMRO, Sud-Acier, Griffet, Relliac, s'est terminée samedi soir par une conférence de presse. S'il est vrai qu'elle réunissait un nombre encore limité de boîtes, cette coordination a nettement affirmé sa volonté de répondre à la situation, de construire un rapport de forces.

Plusieurs décisions ont été prises : tirages d'affiches communes, relance commune de la production, soutien mutuel en

cas de répression, travail au plan local et régional pour coordonner les luttes...

C'est à la fois conscients des problèmes que pose la construction d'un rapport de forces pour faire reculer la bourgeoisie, et décidés à avancer dans leur résolution que les délégations repartaient samedi soir rendre compte de leurs discussions aux travailleurs qui les ont mandatés.

Voir p. 4

Crime raciste à Paris, rue Tiphaine

4 MORTS, 25 BLESSÉS GRAVES PARMIS LES OUVRIERS ALGÉRIENS D'UN HÔTEL

ravagé par un incendie

Quatre morts, une quinzaine de blessés graves : tel est le terrible bilan de l'incendie qui a ravagé, samedi à quatre heures du matin, l'hôtel de la rue Tiphaine (Paris 15ème) où habitaient une soixantaine d'ouvriers algériens. Deux ouvriers sont décédés asphyxiés : leur unique fenêtre donnait sur la cage d'escalier qui était en flammes. Des ouvriers ont été brûlés en tentant de descendre l'escalier, où se sont fracturés des membres en sautant par la fenêtre : il n'y avait pas d'échelle de secours accessibles.



Suite p. 6

CHILI

La junte
fasciste
décide :

ÉTAT
DE SIEGE
PROLONGÉ
POUR
SIX MOIS

A l'occasion du 3^e anniversaire du coup d'Etat fasciste, le général fasciste Pinochet vient de prolonger l'état de siège de six mois au Chili. Il a annoncé une politique économique dure, que l'armée resterait toujours au pouvoir, qu'il n'y aurait aucune collaboration avec les partis, en parlant de «nouveau type de démocratie» où les partis n'auront aucun rôle. Par ces mesures, le général Pinochet entend faire face à la résistance acharnée du peuple chilien qui se développe et s'organise pour renverser ce régime.

L'HOMMAGE A MAO TSE TOUNG

Le peuple chinois déterminé à transformer sa douleur en énergie pour la construction du socialisme

Huit cent millions de Chinois, ouvriers, paysans, hommes, femmes et enfants, soldats et civils, toutes les nationalités de la Chine rendent un profond hommage au président Mao Tsé-Toung. Sur la place Tien An Men de Pékin, par milliers dès hier, par centaines de milliers, par millions dans les jours prochains, le peuple chinois viendra saluer le grand dirigeant disparu. Partout la douleur est profonde. Dans les rues de Pékin, toute la population est en deuil, des fleurs blanches sont mises partout : sur les vélos, dans les vitrines des magasins.

Douleur immense marquée par l'organisation de cérémonies non seulement à Pékin mais dans toute la Chine, dans chaque commune populaire, dans chaque

mine, par toutes les nationalités.

En rendant hommage à Mao Tsé-Toung, le peuple chinois est déterminé à poursuivre la lutte pour l'édification socialiste, la lutte contre la ligne de Teng Siao Ping, contre les tentatives pour restaurer le capitalisme. Et l'œuvre de Mao Tsé-Toung,

Le rassemblement de samedi à Paris

Voir p. 6

nourrie des aspirations et de l'expérience du peuple chinois, guide toute son action.

Dès vendredi, l'hommage au président Mao se concrétisait par la détermination plus ferme que jamais de surmonter les pertes, d'accélérer la réparation des dégâts causés par le tremblement de terre.

Suite p. 7

Du Grand Bond en avant à la Révolution Culturelle le visage nouveau du socialisme

Lire p. 8 et 9



Liban

DÉCIDÉS A SUIVRE
L'EXEMPLE DE
KFAR CHOUBA

LES VILLAGES DU
SUD-LIBAN
CONTRE
L'INVASION
SIONISTE

Voir p. 8

Sommaire

- Fête de l'Humanité : la foire du commerce p.3
- Bourgogne électronique ; après le procès, quelle lutte aujourd'hui p.5
- Kissinger en
- Afrique p.7
- Espagne : la police réprime violemment au Pays Basque p.7
- CHILI : 3 ANS APRÈS LE COUP D'ÉTAT FASCISTE p.12

ENQUETE

RENTREE 76

ECOLE D'HABY, ECOLE DE CRISE

C'est le 30 juillet 74 que le ministre Haby a annoncé pour la première fois sa réforme. La réforme Fontanet, qui avait suscité un large mouvement de lutte dans les lycées et de beaux exemples de crétinisme parlementaire était enterrée. L'objectif d'Haby avait le vague des avant-projets : «élever le niveau culturel de la nation, former des élites adaptées aux exigences du monde moderne et de la compétition avec les pays étrangers, améliorer les rapports entre formation et emploi». Si la tirade sur le «niveau culturel de la nation» est manifestement destinée à la façade, le reste de cette définition était déjà parlant : l'école doit former des ouvriers dociles acceptant la course à la productivité (pour avoir une économie compétitive), et elle ne doit plus gaspiller ses forces à un enseignement trop éloigné de la «formation professionnelle». En un mot, il faut rentabiliser l'école et l'adapter à la crise que connaît le capitalisme français. Mais il s'agissait de bien le dissimuler.

NOUVEAU MOYEN DE SÉLECTION SOCIALE

En deux ans, le projet a changé plusieurs fois de forme devant les réactions qu'il provoquait chez les enseignants comme chez les élèves. Sous couvert d'instaurer un «tronc commun» supprimant les anciennes filières des collèges et lycées, l'introduction systématique d'un enseignement à «deux vitesses», dès les classes du primaire, constituait un nouveau moyen de sélection sociale. Aussi Haby a-t-il abandonné ce langage pour une nouvelle version publiée en avril dernier.

Ce nouveau texte abonde d'expressions pseudo-scientifiques et «modernistes». On ne dit plus «donner des connaissances aux élèves», mais «leur apporter un support cognitif... Au cas où des parents d'élèves auraient la mauvaise idée de se procurer le texte pour savoir ce que prépare Haby à leurs enfants, il faut qu'ils soient impressionnés, et qu'ils n'y comprennent rien !

Les intentions proclamées par Haby sont d'apparence louable, ou plutôt démagogique. Il s'agirait de «préparer les élèves à l'autonomie», «avec une utilisation critique des mass médias», de donner «une ouverture au changement», mais aussi de permettre à l'élève «de se situer», c'est-à-dire de bien se rendre compte à quelle classe il appartient. C'est dans de telles petites phrases que l'on distingue le fil directeur du projet.

Il se précise si l'on

cherche à trouver des propositions concrètes, au delà du langage ronflant. Ainsi, à propos de l'enseignement du français, il s'agit de «présenter une lettre selon les règles de la correspondance, de s'exprimer correctement, de comprendre le texte d'une petite annonce». Pourquoi pas «se tenir proprement dans une file de chômeurs», ou «bien présenter dans une agence d'intérim» !

LES «PROGRAMMES NOYAU»...

Les choses deviennent claires à propos des «programmes noyau», définis avec emphase comme «les éléments fondamentaux d'une culture générale moderne», et dont les éléments donnés à propos du français fournissent une idée. Il s'agit d'un enseignement au rabais, destiné à la grande majorité des élèves, c'est-à-dire des fils du peuple, d'un enseignement n'en faisant que de bons chômeurs ou de dociles ouvriers. Le «tronc commun» est devenu «programme noyau». Tout le reste, taxé de «notions annexes, marginales, sans rapport avec les objectifs visés à ce niveau» est réservé à une petite élite.

Pour résumer, l'objectif de la réforme Haby, sous sa nouvelle mouture comme sous les anciennes, est double : d'abord, une rentabilisation poussée de l'école, comportant une

sélection sociale accrue et un enseignement simplifié (ou plutôt caricaturé) répondant très directement aux besoins du patronat, par le contenu des programmes et la facilité de greffer sur les «programmes noyau» l'enseignement professionnel que réclament les patrons. Ensuite, accentuer le caractère d'embrigadement idéologique de l'école, par le contenu même de ces «programmes noyau», et le contrôle plus étroit opéré sur les enseignants par les chefs d'établissement (transformés en super-proviseurs).

REFLET DE LA CRISE DE LA BOURGEOISIE

Cela a toujours été l'objectif de l'école capitaliste, objectent certains. Certes. Mais comment ne pas voir le lien entre cette réforme et la crise que connaît la bourgeoisie. Depuis quelques années, le comportement des élèves avait considérablement changé. Le refus massif du décer-

velage, de l'embrigadement s'est traduit par d'importants mouvements de grève, dirigés ouvertement depuis deux ans contre les projets Haby. Une fraction importante du corps enseignant, sensible à cette révolte et à ces aspirations, refuse d'inculquer à ses élèves les modèles bourgeois. Principalement parce que la bourgeoisie n'a pas, aujourd'hui, de modèle de société crédible pour les travailleurs. La réforme Haby est destinée à «remettre de l'ordre» dans cette situation, principalement, et secondairement, à rentabiliser financièrement le système scolaire.

Aussi, lorsqu'il est question de l'appliquer dès 1977, il faut être prêt à la riposte, d'autant plus que déjà, plus ou moins insidieusement, une partie des projets de la réforme est déjà appliquée, comme la réduction du nombre de postes d'enseignement et la liquidation massive des maîtres auxiliaires.



La répression contre les agents de service

UN AUTRE ASPECT DE LA «VIE SCOLAIRE»

C'est à Villard de Lans, l'an dernier, que s'est passé un fait d'oppression particulièrement révoltant. Nous venons d'en avoir connaissance par la lettre ouverte que les victimes, une femme agent de service et son mari, ont écrite. L'affaire remonte à l'an dernier. Mme Bardagi, agent de service au lycée de Villard de Lans a été accusée d'avoir volé des aliments, avec deux autres agents : ces dernières ont reconnu les faits, sous les pressions. Quant à elle, Mme Bardagi a toujours refusé d'avouer. Elle rapporte qu'un des gendarmes, au cours d'un interrogatoire dans le bureau de l'intendant du lycée, lui a même dit : «Tu signes ou ta fille crèvera devant la porte», sa fille, récemment malade devant rentrer à la maison pendant qu'elle-même était interrogée.

Après l'avoir muté à Voiron, à 50 kms de sa famille, le rectorat a ensuite essayé d'étouffer l'affaire, puis a mis Mme Bardagi en congé de maladie de longue durée, lui ayant même proposé de la mettre en retraite anti-

La rentrée, c'est aussi pour des milliers d'agents de service des collèges et des lycées, une nouvelle année de travail. Leur situation est souvent ignorée, du fait de leur dispersion dans les différents établissements scolaires, et du fait du paternalisme entretenu par la hiérarchie. Ce paternalisme peut se transformer à l'occasion en véritable tyrannie. Le témoignage que nous rapportons ici en est un exemple. Toute une conception des établissements scolaires y est en question, dont un autre aspect est la division continuellement entretenue entre les élèves et agents de service.

pée. Les Bardagi, à qui l'administration avait promis de «tout arranger» avaient finalement renoncé à déposer une plainte devant le tribunal administratif. Mais, aujourd'hui ils accusent, ils veulent que ces fausses accusations soient aujourd'hui effacées. Dans la lettre ouverte, M. Bardagi écrit : «Mon épouse, née Bellier Odette, de nationalité française et de souche villardine, mère de trois enfants, agent de service au lycée de Villard de Lans, a été désignée arbitrairement par l'administration collégiale, comme auteur de prélèvements abusifs de produits alimentaires. Faute de justifi-

cation, elle a été soumise à des harcèlements persistants pour lui imposer des aveux jusqu'à ce que, à bout de nerfs, elle ait dû partir du lycée pour aller demander des calmants au docteur Bulet, lequel, considérant qu'elle n'était pas en état de reprendre le travail, lui a ordonné le repos. Deux jours après (...) deux gendarmes, à 16 heures 30 environ, ont mené mon épouse, en congé de maladie, et pendant ses heures de repos, au bureau de M. l'intendant, où ils l'ont séquestrée jusqu'à 19 heures 30 environ pour l'obliger à signer sa déchéance, l'empêchant délibérément d'aller ouvrir la porte de la maison à

notre fille, laquelle, convalescente d'une jaunisse, venait tout juste de recommencer l'école. (...) L'administration rectorale, après nous avoir fermé toutes les portes, sans aucun respect des droits moraux et matériels de la mère, après avoir confirmé ces souillures, décide de les aggraver par la déportation de mon épouse et la séparation de ses enfants, tout comme cela se faisait en des temps que vous avez peut-être oubliés. (...) Parce que l'administration rectorale du ministère de l'éducation nationale prétend avoir droit à l'asservissement, à l'aviilissement, à la déchéance et à la destruction des familles, de leur bonheur et de leur bien-être, (...) parce que ces brimades et outrages aux gens faibles doivent s'arrêter, (...) acculés par l'administration au fond de l'impasse, seuls et désespérés, n'ayant plus rien à perdre, nous ne pouvons que nous retourner et faire face publiquement à leur insultante et déshonorante provocation dans l'espoir que la société comprendra que notre cause est la sienne.»

LA RENTRÉE CHEZ GIBERT

Témoignage d'un vendeur

A la librairie Joseph Gibert, qui détient le monopole du livre scolaire dans Paris, la rentrée est une énorme source de profits, malgré les concessions apparentes. (Baisse de 10 % sur le livre

neuf du 1^{er} juin au 6 septembre) Et pour le personnel, une augmentation d'horaires et une exploitation accrue. Nous avons interrogé un vendeur.

— *Quotidien du Peuple* : Quel est le coût d'un livre scolaire cette année.

— Entre 27 et 32 francs. La gratuité n'étant pas totale dans les écoles, il reste trois ou quatre livres à acheter. Sans compter les cahiers de travaux dirigés, dictionnaire, et ouvrages divers demandés en plus par certains professeurs. Un élève qui achète ses livres d'occasion, (il les trouve rarement tous), ne s'en sort pas à moins de soixante dix francs.

— *Q.d.P.* : Il les trouve rarement, pourquoi ?

— En fait, même lorsqu'il y a encore des stocks de livres d'occasion, en réserve, nous avons ordre de les bloquer pour écouler

les stocks de neuf. Mais même sur les livres d'occasion, les bénéficiaires sont très grands : on revend des livres auxquels il manque des pages ; qu'on a repris pour rien au client. Ces clients s'aperçoivent chez eux, mais souvent trop tard, que les livres sont inutilisables : le délai pour les rapporter est très court.

— *QdP* : On parle d'une baisse de 10 % sur les livres neufs ?

— Cette baisse a eu lieu pendant les vacances et s'arrête le 4 septembre. En fait, c'est une façon de dissuader les gens d'attendre la rentrée pour profiter du marché de l'occasion, ou des bourses aux livres organisées dans les établissements. La vente du livre neuf diminue d'année en année, vu la gratuité partielle assurée en sixième et cinquième. C'est une façon d'y remédier. De toute façon, le livre scolaire enregistre tous les six mois une hausse de 15 à 20 %. Ce n'est pas une perte pour les éditeurs ou les librairies, au contraire !

— *QdP* : Comment se traduit cette rentrée pour les vendeurs de Gibert ?

— Pour nous, c'est une augmentation des horaires déjà lourds, quarante cinq heures par semaine en temps normal, pendant le mois de septembre ; quarante huit heures. Et on ne peut pas les refuser.

Si les livres neufs ont été l'objet d'une baisse de 10 %, les fournitures en papier, crayons, trousse, ont augmenté de 10 à 15 %. «Tout est fait, dit un vendeur de la papeterie, pour faire acheter le plus cher : trousse garnies, vendues cher pour un matériel de mauvaise qualité, crayons vendus par lot, gadgets multiples sur les cartables, les classeurs. Mais on sent que beaucoup de gens évitent les pièges et cherchent le meilleur marché.»

Rentrée politique du PS

UNE CAMPAGNE ÉLECTORALE PERMANENTE JUSQU'EN 78

Le comité directeur du PS, qui se réunissait samedi, a, à son tour, après le dernier comité central et la conférence de presse du PCF, présenté son analyse de la situation politique et ses propositions. Estier a affirmé que son parti allait répondre favorablement à la lettre du PCF demandant une réunion du comité de liaison, en vue, a-t-il dit, d'organiser des «actions massives». Mais cet aspect de la réunion a été largement estompé par la discussion sur les prochaines municipales. Le comité du PS, réuni au Sénat, a en effet adopté un «manifeste municipal», après la réunion, dimanche, des secrétaires des fédérations départementales.

Le PS a tenu à réaffirmer en même temps que sa fidélité à la stratégie de l'Union de la gauche, sa «présence et sa puissance», donc sa domination de fait dans la gauche officielle. C'est en effet, aujourd'hui, le parti de Mitterrand, qui contrôle l'évolution de la coalition PC-PS. La rentrée, pour lui, inaugure une période de campagne électorale permanente, qui va durer jusqu'aux prochaines législatives, en passant par les municipales. Il ne se soucie aucunement des préoccupations des travailleurs aujourd'hui. D'ailleurs, les chefs syndicaux qui sont au PS ou proches de lui, comme ceux de la CFDT, s'emploient à faire patienter les travailleurs jusqu'aux élections.

Pour l'essentiel, la tactique des listes communes sera appliquée pour les municipales : cependant, dans plusieurs cas, surtout dans les villes de moins de 30 000 habitants, le PS, par sa position de force actuelle pourra dans certains cas, se permettre de ne pas faire de liste unique.

PAS D'ACCORD AUTOMATIQUE

Le comité directeur a d'ailleurs critiqué les deux fédérations qui ont décidé que des listes uniques seraient présentées dans toutes les municipalités de leur département. Le PS critique l'automatisme de cette procédure, et entend se réserver la décision finale dans chaque cas. Le PCF, quant à lui, prisonnier de l'Union de la gauche, ne peut que continuer de clamer que c'est le PS qui s'est rallié à sa position de liste unique, pour essayer de cacher qu'en fait, dans la coalition, il ne peut que se soumettre.

Quant à la politique actuelle du gouvernement le PS est très content de voir Barre préparer un programme d'austérité. Tout en critiquant la marche vers «un pouvoir présidentiel plus absolu», Rocard espère que le programme Barre réussira, pour éviter à la gauche, quand elle sera au pouvoir, d'avoir à se discréditer.

Delors, ancien conseiller

de Chaban, et maintenant conseiller économique de Mitterrand, écrit d'ailleurs dans un hebdomadaire patronal, qu'il faut «une progression raisonnable de la consommation intérieure compatible avec une modération nominale des revenus et des prix, un accroissement des exportations et une relance sélective de l'investissement». Qu'est-ce là, sinon le programme de la droite ?

OBTENIR LE «CONSENSUS SOCIAL»

La seule chose qui distingue, finalement, la gauche de la droite, c'est sa prétention à obtenir «un consensus social autour du programme commun». Mitterrand ne cesse de répéter que Barre et Giscard sont pleins de bonne volonté, il a même dit à propos du premier ministre : «il aurait du se trouver parmi nous». Ils ne peu-

vent, selon lui, réussir là où le PS, au contraire, se targue d'être en mesure de berner les masses, avec l'aide du PCF. C'est bien sûr, compter sans les exigences actuelles des travailleurs et le large discrédit de Mitterrand et ses hommes.

Pourtant, le PS continue de garder deux fers au feu, et de préparer, certes discrètement, une possible collaboration avec Giscard comme président, après les élections 78. Si Mitterrand a raillé l'ouverture de Giscard au centre gauche, parlant de Brousse (l'ancien radical de gauche transfuge) comme d'un «petit poisson», il vient pourtant de déclarer qu'il envisage expressément d'être le premier ministre de Giscard, disant que la gauche ne peut être empêchée «d'assurer le gouvernement de la France quelles que soient les pensées et les orientations de M. Giscard d'Estaing».

Il est significatif à ce sujet que le premier secrétaire du PS ait demandé à ses militants d'attendre la publication détaillée des mesures Barre pour se prononcer ; il crêde en effet Barre d'une «fermeté de caractère, et d'une ouverture d'esprit, sans oublier l'ingéniosité technique, qui peuvent dénouer bien des problèmes».

P. LEFORT

La rentrée giscardienne : 10 000 maîtres auxiliaires licenciés

Dans une conférence de presse, vendredi, le SGEN-CFDT a révélé que d'après ses pointages, il a déjà compté 7 000 auxiliaires dans l'enseignement qui ne seront pas repris. Cette statistique est partielle, et le SGEN estime le total des licenciés à 10 000. Bien évidemment, le maître-auxiliaire, taillable et corvéable à merci par l'Éducation Nationale, n'a droit à aucune indemnité de licenciement. Les rectorats envoient les licenciés à l'ANPE grossir le flot des chômeurs non payés. Le SGEN-CFDT a lancé un mot d'ordre de grève pour les 23 et 24 septembre.

Corse : la répression continue

La police a interpellé une vingtaine de personnes, samedi matin, dans la région d'Ajaccio. Cela fait 80 personnes interpellées depuis les manifestations contre la répression à Ajaccio et le plasticage du Boeing d'Air France mardi dernier. Au delà des auteurs du plasticage, c'est l'ensemble du mouvement populaire corse que Ponia cherche à frapper. Déjà, une quinzaine de Corses ont été condamnés à des peines de prison pour avoir participé aux manifestations d'Ajaccio.

Par ailleurs, un commando d'hommes armés se réclamant du FLNC a plasticé la villa du juge Ceccaldi, premier juge du tribunal d'Ajaccio.

Enfin, nous apprenons qu'Antoine Murrati, responsable du PSU en Corse, qui a été interpellé hier, a été transféré à la prison des Baumettes, à Marseille.

Libération de tous les patriotes corses !

FÊTE DE L'HUMANITÉ 1976

LA FOIRE DU COMMERCE ET DE L'ENNUI

La fête de l'Humanité a atteint cette année le sommet de la notoriété bourgeoise, TF1 avec Mourouzi soi-même s'était déplacée au chapiteau du comité central pour le journal télévisé, en direct avec Marchais et Leroy. C'est bien normal, la fête de l'Humanité est la première fête de France, la première fête bourgeoise : Mourouzi qui a saccagé le jardin des Tuileries cet été pour sa grotesque parade militaire n'était certainement pas dépaycé à la Courneuve.

On a déjà beaucoup dit sur l'aspect commercial de la fête de l'Humanité, mais chaque année constitue un nouveau pas sur cette voie. Il y a la cité commerciale qui accueille les plus grands trusts français et étrangers, et également les groupes financiers et les banques. «Vous pouvez acheter et vendre des devises à la fête de l'Humanité, au stand de la BNP» entend-on à la sono centrale entre l'annonce d'un débat politique et une invitation à faire dédicacer les œuvres d'Althusser par l'auteur à la cité du livre.

LA FÊTE N'EST PAS AU CŒUR DES MASSES

Mais l'aspect commercial déborde largement la cité commerciale, il déferle sur l'ensemble de cette grande foire et donne le ton aux stands des organisations du PCF : fédérations et sections qui s'activent à vendre boissons et victuailles. C'est leur seule activité malgré les affiches qui proclament «ici on discute, ici on adhère», on adhère peu et on discute encore moins. A la Courneuve, il n'y a que les oripeaux et la musique de la

fête, mais à voir la foule déambuler morose dans les immenses allées du parc, il est clair que la fête n'est pas au cœur des masses. L'ennui règne, omniprésent, un ennui teinté de l'amertume d'avoir dépensé beaucoup d'argent pour peu de joie.

Pourquoi tant de monde alors ? Il y a en effet plusieurs centaines de milliers de personnes, bien qu'il semble que l'affluence cette année soit moins importante. Les distractions et les loisirs sont inexistant dans la région parisienne, il n'y a plus d'autres fêtes hormis la foire du trône. La foire de l'Humanité en propose pour tous les goûts et pour toutes les couches sociales : palais de la moto, cité du livre, exposition de peintures et de sculptures, vedettes de la chanson et vedettes sportives, restaurants bon marché et de luxe... Avec ce programme, l'affluence est assurée, mais quelle signification politique a-t-elle ?

LES TRAVAILLEURS : DES SPECTATEURS

Le PCF à travers sa grande foire montre les liens

qui l'unissent aux trusts, aux banques, et surtout il témoigne de sa conception de la société qu'il prépare. Caractéristique de cette conception, c'est la non participation des masses, cantonnées à un rôle de spectateurs et de consommateurs, sans possibilité d'intervention ni d'expression.

Il y a bien sûr les débats au chapiteau du comité central. Mais ça n'a rien de débats. «L'actualité politique en débat» samedi après-midi traite de la grave question de la lutte contre l'austérité et le super-impôt. «Il ne faut pas attendre 78, il faut lutter dès maintenant...» dira Lajoinie, mais il n'a aucune proposition précise, et surtout il ne fait pas appel à ceux qui sont présents pour définir ce que pourrait être cette action, sur ce point il n'y aura aucun débat. Il y a des orateurs et des auditeurs, aucune élaboration commune d'une ligne d'action. L'intervention des auditeurs se limite à quelques questions dont les plus embarrassantes sont éludées par les membres du CC qui sont à la tribune. Nulle part dans cette gigantesque foire on ne verra de discussions, d'échanges d'expérience entre travailleurs. Pas étonnant, ce que les travailleurs en lutte veulent est radicalement opposé à la tactique du PCF : attendre les élections de 78 dans le calme social.

• Mgr LEFEBVRE : LE GUIGNOL CONTINUE : Voilà que le schismatique Lefebvre a été reçu par le pape à Rome. Cela suffit pour faire la une des journaux télévisés et des colonnes à n'en plus finir dans la presse. «Le pape m'a parlé comme un père parle à son fils» a déclaré Lefebvre. Pas dégoûté, ce pape, de parler comme ça à un fanatique d'Occident, un partisan de la torture au Chili et en Argentine ! En tous les cas, vu l'énorme impact publicitaire de sa campagne, Mgr Lefebvre songe à lancer une nouvelle marque de goupillons.

MADEMOISELLE FÊTE 1976

Voulez-vous être mademoiselle fête 76 ? Rien de plus simple. Vous prenez le bulletin qui est distribué aux entrées principales de la fête et «il vous suffira de cocher d'une croix dans chacune des cinq rubriques correspondant à votre choix (cheveux, yeux, taille, habillement, âge). Déposez ensuite votre bulletin au stand Pastis 51 Anisette. Ainsi sera défini un profil type, affiché dimanche à 16 h. De 16 à 18 h, cherchez la «Mademoiselle fête» correspondant au profil type, amenez la au stand. Des cadeaux attendent les dix premières «Mademoiselle Fête», plus leur accompagnateur, plus les personnes dont le bulletin correspondra au profil type défini par la totalité des joueurs». Tel est le petit jeu qui était proposé aux participants de la fête de l'Humanité. Une jeune femme se fit le porte-parole des nombreux travailleurs et travailleuses indignés par cette honteuse mascarade et demanda, sous les applaudissements, des explications aux membres du comité central au cours du débat

sur les questions féminines. Embarrassée, bafouillant, Madeleine Vincent du comité central essaya de noyer le poisson et expliqua que le PCF et sa presse avaient peu de publicité, qu'ils en avaient besoin et qu'ils ne pouvaient pas indisposer leurs annonceurs en leur posant des conditions. Le PCF tolère tout à condition que ça paye, y compris les atteintes à la dignité des femmes, mais n'y avait-il pas déjà un strip-tease à la fête des JuC ?

ILS N'ONT PAS HONTE !

La fête de l'Humanité avait tenu à ajouter son brin de démagogie au torrent de «louanges» à la Judas que le PCF a déversé à propos de la mort du camarade Mao Tsé Toung. Ces messieurs qui nous présentaient il y a quelques années encore Wang Ming, (traître à la révolution chinoise et à son pays, calfeutré en Union Soviétique), comme le véritable héros de la révolution chinoise, ont intitulé une des allées du parc «allée Mao Tsé Toung», et ont fait observé une minute de silence à la mémoire du camarade Mao Tsé Toung. Par contre, ils n'ont pas dit un mot (comme le reste de la presse bourgeoise) sur le véritable hommage rendu à Mao Tsé Toung par des milliers de travailleurs parisiens, vendredi et samedi.

LUTTES OUVRIÈRES

À BESANÇON

DEUXIÈME RÉUNION
DE LA COORDINATION DES LUTTES

Sur deux jours à Palente, dans Lip occupé, s'est tenue la deuxième coordination nationale des entreprises en lutte pour l'emploi. Dans une ambiance attentive, de réflexion collective sur leurs luttes, se sont retrouvées neuf délégations d'entreprises occupées (ou qui comme Griffet aujourd'hui et Lip en 74, se considéraient toujours partie prenante jusqu'au dernier réembauchage prévu dans l'accord de reprise).

La journée de vendredi avait donné lieu essentiellement à un exposé réciproque des diverses situations de lutte par les délégations (Sud Acier CGT Toulon, Caron-Ozanne CFDT, SPC Cournon CGT-CFDT, Reliac CFDT, Réhault CFDT, Lip CFDT et Griffet CGT-CFDT) après un rappel de la Coordination de Pentecôte et des récentes actions des «Lip» par Jean Raguènes. Rapidement, l'Assemblée Générale (à laquelle participaient également plusieurs dizaines de travailleurs de Lip) se partageait en six commissions : répression, popularisation, dynamique interne, rapports avec les structures syndicales, production...

Au départ était examiné le dossier des fermetures d'entreprises et des 90 %, en particulier sous l'angle du chantage exercé par la bourgeoisie sur leur attribution. Les travaux s'acheminèrent alors vers un débat animé (qui se poursuivit le samedi) sur la répression administrative, juridique, policière... contre les ouvriers défendant leur emploi en occupant leurs usines (et leur soutien réciproque).

En effet, dans l'optique proposée par le Secrétariat provisoire de la Coordination de Besançon, cette seconde réunion a été strictement limitée. Ainsi diverses délégations, dont une délégation de la Bourgogne-Électronique (pourtant directement impliquée par des initiatives possibles contre la répression) ont été écartées.

LES CONTOURS DE
LA COORDINATION

A plusieurs reprises, et notamment avec une certaine insistance dans la conférence de presse qui s'est tenue à l'issue de la réunion, samedi soir, des représentants de la Coordination devaient préciser le caractère en fin de compte souhaité pour le moment à ce rassemblement d'usines en lutte : «Pour lever toute inter-

prétation erronée ou ambiguë sur cette coordination, nous avons pris des mesures que l'on peut qualifier de prudence, en nous limitant au rassemblement d'entreprises en occupation ou expulsées».

Certes, par rapport aux envolées de M. Clavel ou à certaines accusations des réformistes de la confédération CFDT (comme celles de Maire, à Lyon, le 7.9), il est nécessaire d'avancer dans la précision de la Coordination et de ses tâches. Mais de là à se priver de la présence de délégations qui s'étaient spécialement mobilisées pour s'informer, unifier les luttes et soutenir l'initiative de Besançon ! Ce type de «restriction» s'il devait se poursuivre ne priverait-il pas la Coordination des entreprises en lutte pour

(pour la médecine ou pour populariser la lutte) voire même «unifiée», c'est-à-dire avec participation des différentes usines en lutte à chaque phase de la fabrication et de la diffusion...

LES RAPPORTS AVEC
LES STRUCTURES
SYNDICALES

C'était là, après l'acéré critique du secteur Action Revendicative de la Confédération et la «mise au point» de Maire à Lyon contre la Coordination de Besançon, un des points attendus sur lequel porta en particulier une bonne partie des questions lors de la conférence de presse de clôture.

«Comment renforcer la coordination ?», «Y a-t-il

tion pour nous de se prendre pour des structures parallèles. On est neuf entreprises en lutte en marche vers le rassemblement de 250 et qui, ne se situant pas en dehors du mouvement syndical, espèrent rappeler la situation de l'emploi aux confédérations. Concrétisant certains de leurs mots d'ordre par des initiatives à la base, nous espérons être compris et appuyés et non pas dénigrés !» devait ajouter J. Raguènes. Si des exclusives se produisaient, alors nous interpellions ces structures. Et si la condamnation se poursuivait, alors il faudrait se revoir et discuter d'une réaction commune...

C'est sur ces interrogations que se terminait la deuxième Coordination de Besançon, dont chacun s'accordait à reconnaître l'avancée que représentait

la présence, à part égale cette fois, de militants CFDT et CGT mandatés, représentatifs des entreprises en lutte pour l'emploi. Mais bien des questions quant au statut d'une telle initiative demeurent : notamment, si certaines fédérations CFDT commencent à reconnaître que la Coordination a posé des problèmes réels (qui touchent les travailleurs) les confédérations CGT et CFDT ne sont pas prêtes à laisser de telles initiatives se développer ! Il y a le risque pour elles d'une dynamique de lutte qui remette les visées électorales de la gauche en question. Ainsi faut-il que d'ici novembre, la Coordination en cherchant à être «crédible» aide vraiment à poser devant les travailleurs les problèmes de la construction d'un rapport de force contre la crise, et prenne sa place face aux échéances de 78.

Charles Piaget
«QUELQUE
CHOSE DE
NOUVEAU»

Charles Piaget était samedi midi l'invité de Maurice Clavel, «rédacteur en chef» pour un jour du «journal inattendu» de RTL. Dans la cantine de l'usine Lip, les participants à la coordination suspendaient un instant leurs repas et se massaient autour d'un transistor.

Interrogé sur la signification du rassemblement de Besançon, Piaget remit les choses à leur place : «A Lip, en ce moment, des camarades de sections CGT et CFDT de différentes entreprises occupées sont réunis pour rechercher en commun des solutions aux problèmes qui leur sont communs. Ils sont là en tant que syndicalistes et témoignent que quelque chose de nouveau naît dans le mouvement syndical. Cette intervention répondait à l'interprétation pour le moins subjective de Clavel qui affirmait à tort que «se mettait en place une structure du type rassemblement de comités de lutte à Besançon». Les choses étaient ainsi précisées. Les militants reprenaient leur repas en commentant ce «journal inattendu».



l'emploi d'un nombre important de travailleurs concernés ?

LES MOYENS DE
LA COORDINATION

Relatant les travaux des autres commissions, un camarade de la CGT de Sud-Acier (Toulon) rappelait le poids de la censure de la presse bourgeoise nationale ou régionale. Il insistait, au nom de tous les participants, sur la nécessité d'y répondre par une intensification de la popularisation des conflits et des actions communes. Et, au terme des travaux, plusieurs initiatives devaient se préciser :

- production d'un matériel commun d'information et de propagande sur les conflits en particulier d'affiches (contre la répression, pour la défense de l'emploi et l'unification des luttes...),
- projet de développement des journaux de lutte existant («Spécial- Lienciments», «Lip-Unité», etc...) avec échange d'articles, d'informations...
- coordination de la vente des produits fabriqués par des usines en lutte et de l'organisation de «portes ouvertes» et fêtes communes...
- production nouvelle

une position de la coordination sur la mobilisation CGT-CFDT du 23 octobre ?», «Comment se situer par rapport à l'attitude des confédérations d'ici 78 ?», «Quelle pourrait être l'attitude des militants «coordonnés» vis-à-vis de l'exclusion possible des syndicats de l'une des sections participantes ?» Tout en n'ayant pas été discuté en commissions (tant s'en faut !), nombres de problèmes ainsi posés sont restés en suspens : le débat est ouvert désormais et pas seulement chez les participants de la réunion de Besançon...

«Nous nous reverrons le 6 novembre probablement à Réhault, ou à Cournon. Il nous faut engager des actions communes d'ici là, avant de se revoir et rediscuter, indiquait d'ailleurs Michel Cugney. Entre temps, il y a une crédibilité importante à acquérir, sur le terrain, lever la défiance de certains».

«Nous sommes d'abord là en tant que syndicalistes participant à part entière à nos structures syndicales et aux actions proposées comme le 23 octobre», précisait les délégations de Sud-Acier et Imro. «Pas ques-

Jean Raguènes (LIP)

«La coordination a décidé de se limiter pour le moment à rassembler au niveau national les entreprises qui occupent pour l'emploi. Mais, dit Jean Raguènes, nous encourageons et nous soutiendrons toutes les initiatives locales ou régionales ou toute autre forme de coordination. Par exemple, si les travailleurs victimes de la répression se coordonnent, nous trouverons cela positif. Et pourquoi ne pas établir des contacts par la suite».

Un autre point pose problème : comment rallier les autres boîtes en occupation ? «Il faut à la fois avancer rapidement mais de façon sûre. On n'a pas le droit de se casser la figure. Pour rallier les autres travailleurs qui occupent, il faut leur proposer un projet crédible dont ils puissent se servir pour mener cette lutte complexe que nous avons engagée».

Sud-Acier (CGT)

La délégation de Sud-Acier (CGT) en grève depuis juillet était satisfaite de la coordination d'abord parce que, comme disait un jeune ouvrier de l'usine : «Cela nous permet de briser l'isolement dans lequel on est dans le Var. Bien que l'U.D. nous ait déconseillé de venir sous le prétexte qu'on risquait de se marginaliser, on a tenu à être ici parce qu'on pensait qu'on apprendrait des autres boîtes. Sur les 90 %, sur la démocratie dans la lutte et surtout la façon dont il faut s'y prendre pour que les travailleurs prennent l'habitude de parler, de donner leur point de vue, on a pu faire des échanges intéressants».

Nous, on a appris. On est peut-être pas encore très nombreux mais il y a le reste des deux cent cinquante autres boîtes aujourd'hui occupées à gagner, à rassembler.

Monique Piton

«On a longtemps considéré le chômage comme une sorte de fatalité. Lip 73 a prouvé que ce n'était pas le cas ! Aujourd'hui, on a trop tendance à vivre les évacuations d'usines comme une fatalité. On n'a pas discuté aujourd'hui du problème de reprendre les usines. Mais il faudra bien en parler un jour : là aussi, il faut qu'il n'y ait plus de fatalité dans la répression contre nos luttes».

Michel Cugney

«Dans la commission sur la production, il s'est passé quelque chose, y compris pour nous les Lip. Ce qu'il y a eu d'important et dont on n'a guère parlé à la conférence de presse, c'est que des points de vue ont changé chez nous, à la faveur du débat, sur la qualité de l'emploi à défendre, sur toute une argumentation (où l'on s'accroche à la rentabilité de nos entreprises). Pour moi, c'est un peu un déclic, le début d'une réflexion qu'il faudra reprendre au collectif de Lip : la viabilité d'une usine, c'est relatif... Ce qui compte, par exemple, avant d'être des Lip, c'est qu'on est des ouvriers avec un emploi à défendre !»



Le Quotidien du Peuple

Publication du PCRml

Adresse Postale : BP 225, 75 924 PARIS Cedex 19

CCP 23 132 48 F PARIS

Directeur de Publication : Y. Chevet

Imprimé par IPCC Paris

Distribué par les NMPP

Commission Paritaire : 56 942

LUTTES OUVRIÈRES ET PAYSANNES

**BOURGOGNE-ÉLECTRONIQUE
APRÈS LE PROCÈS, LES 23 DÉBATTENT :**

QUELLE LUTTE AUJOURD'HUI ?

«**Mettons les choses au point, il n'est pas possible de réintégrer ces gens, il ne faut pas que le tribunal leur donne des illusions... et ceci pour la bonne marche de l'entreprise.**» (Il n'est évidemment (!) pas question d'empêcher ces gens de faire grève, mais il faut voir quel genre de grève ils ont fait ! Ils ont bloqué les grilles et ils ont fait une occupation active et agressive et non paisible). Ces propos tenus par l'avocat de la Thomson lors de leur procès cette fin de semaine, a grandement renforcé les 23 et ceux venus les soutenir, dans leur certitude que seule une lutte de plus grande ampleur encore, peut aujourd'hui faire plier la Thomson. Mais pour les 23, une des conditions essentielles pour arriver à vaincre, est nécessairement un combat implacable contre les réformistes qui plus que jamais après le procès, et alors que le jugement doit être rendu dans 15 jours, veulent enterrer définitivement leur lutte. Les licenciés ont pour cela un outil précieux : l'expérience de quatre mois de lutte.

Après le procès, un débat s'est déroulé, regroupant une partie des «licenciés», des ouvrières de B.E. venues les soutenir, et des travailleurs de la Thomson. Il a vu se dérouler une sérieuse bataille contre les réformistes qui ont

adopté à cette réunion la tactique qui leur est chère depuis de longs mois, à savoir qu'ils ne s'opposent pas de front à la lutte, de peur d'être définitivement isolés.

LA QUESTION POSÉE SERA BIEN SÛR «QUE FAIRE D'ICI 15 JOURS ?»

Oui, bien sûr, nous voulons la réintégration des 23, diront les réformistes pour sortir le premier obstacle : «*Vous comprenez aujourd'hui, quelle est la situation à B.E. ? Il y a les mutations qui se multiplient, la répression pour ceux qui s'absentent, et les femmes ont d'autres soucis, la rentrée scolaire, par exemple. Il y a donc des réactions beaucoup plus individuelles que collectives aujourd'hui. On ne peut rien faire.*» «*D'ici 15 jours (où le jugement sera rendu) c'est trop court !*».

La réponse viendra alors : «*Comment mobiliser ? Mais tu viens de nous apporter la réponse ! Il faut se battre sur ces problèmes et engager un travail d'explication sur le fait que si la direction peut aujourd'hui se permettre ces mutations, c'est justement parce qu'elle a «licencié» les camarades.*».

LES RÉFORMISTES EN ACCUSATION

Ce sera l'occasion pour les travailleurs présents de porter de nombreuses accusations contre le travail de sape mené par ces gens-là ces derniers temps. Ainsi, cette ouvrière de Guynemer : «*En vue de mobiliser, nous avons téléphoné à l'UD-CFDT à maintes reprises qui nous a répondu à chaque fois «il n'y aura pas de mobilisation, pour le procès, ne faites rien.*» Ainsi, cette ouvrière de la Sescossem à Grenoble, parlant du tract démobilisateur distribué par cette même UD à l'entrée du tribunal : «*On s'attendait à quelque chose de mobilisateur et qu'a-t-on lu : «La CFDT ne sera en aucun cas responsable d'éventuelles perturbations et dans l'intérêt des 23, nous devons rester tout aussi responsables que pendant les cinq semaines de grève.*» Cette argumentation de la perturbation visait en fait à empêcher toute mobilisation !

Mais la suite du débat le montrera, les réformistes non seulement ont tenté de saboter toute mobilisation pour le tribunal mais ils ont renforcé les difficultés, la peur de la répression par exemple. «*Certains, on ne les a pas beaucoup vu faire de propagande dans les ateliers avant le tribunal*» rappellera une ouvrière. Ou alors, quand ils iront, ce sera, aidant ainsi les cheffillons, pour dire «*surtout continuez à travailler*» ! et ce, le jour même du procès !

«**DÈS CETTE SEMAINE LA LUTTE VA REPREDRE**»

Mais contre les réformistes, les 23 sont bien décidés à surmonter au contraire ces obstacles. Que veut dire aujourd'hui lutter ? Pour cette semaine, il a été décidé de faire un travail d'explication sur B.E. pour montrer le lien indissoluble entre la lutte pour les 23 et celle pour les revendications.

Mais il s'agit aussi de montrer que c'est par la lutte que les 23 pourront être réintégrés. Il sera souligné que si les 23 en sont convaincus, des illusions existaient encore à B.E., avant le tribunal. Un compte rendu vivant du procès va être fait, à une A.G. débrayage, ainsi que différentes explications.

Mais surtout, il va être nécessaire de montrer en quoi aujourd'hui la lutte est possible. Pour cela, il faut montrer que l'on n'est pas seuls ! Déjà des affiches ont été apposées parlant du large soutien reçu le jour du tribunal, de toute la France. Mais aujourd'hui, ce travail de propagande suffit-il ? Non ! Et peut-on se battre seuls ? Que faire contre la tactique des confédérations ? La suite du débat abordera ces questions. (à suivre).

Richard FEUILLET

**DORDOGNE «ZONE D'INSÉCURITÉ»
DE NOUVELLES ACTIONS...**

L'action des paysans de la Dordogne en vue d'imposer le passage de leur département en zone 1 et des mesures d'indemnisation conséquentes, ne connaît pas de relâchement : vendredi soir, 200 éleveurs du canton de Château-l'Évêque ont bloqué pendant deux heures le turbo-train Limoges-Périgueux ainsi que la Nationale 899 reliant Angoulême à Périgueux.

**HAUTE-MARNE : MILLE PAYSANS
REFUSENT DE PAYER LES CHARGES
ET LE CRÉDIT AGRICOLE
D'ICI LE 22 SEPTEMBRE !**

Réunis à Chaumont pour une assemblée générale extraordinaire de leurs organisations, plus de mille paysans ont pris la décision de suspendre le paiement de toutes les charges sociales, remboursements d'annuités au Crédit Agricole d'ici le 22 septembre, date à laquelle Barre rendra public le plan définitif d'indemnisation aux agriculteurs victimes de la sécheresse.

**NON A LA FERMETURE DU FOYER
DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS
DE CRESPIN !**

Cent vingt travailleurs étrangers sont mis à la porte et six employés sont licenciés de ce foyer créé en 1972 par l'APE (Accueil et Promotion des Étrangers) et géré par cet organisme. Motifs de cette fermeture : manque de rentabilité (120 lits sur 300 sont occupés), trop faible subvention des entreprises qui emploient ces travailleurs comme ANF, Vallourec et Chambre Syndicale (patronale) et la Métallurgie, et surtout suppression pure et simple de la subvention du secrétariat d'État.

Tout cela se situe dans le contexte des difficultés économiques de la région et du plan d'austérité. Que vont devenir les cent vingt locataires ? Les marchands de sommeil commencent à s'y intéresser !

Les syndicats CFDT de l'APE (50 %) s'élèvent contre la «*légèreté avec laquelle la majorité des membres du CA ont pris ces décisions contraires aux intérêts du personnel et des résidents du foyer.*»

Comme à la Sonacotra, c'est la mobilisation des résidents et la solidarité populaire qui pourra empêcher cette décision patronale !

Corr. Valenciennes



LE PROCÈS DES 23 :

Mensonges et faux témoignages

Lors du procès, Montille, l'avocat de la Thomson, tentera bien entendu de prouver que les 23 s'étaient rendus coupables de «séquestration». Pour cela, il sortira de son dossier des «témoignages» du genre «*j'ai appris de monsieur X, qui a lui-même appris de monsieur Z que telle personne a fait telle chose*» ! Un certain nombre de personnes auraient été séquestrées, mais ne voilà-t-il pas qu'une photo parue dans le journal local «Les Dépêches» à l'époque montre les «séquestrés» en question riant à gorge déployée, et en train de téléphoner ! Si sa plaidoirie soulèvera au départ les rires dans la salle, cela changera au bout de quelque temps. En effet, toujours pour prouver cette fois-ci que les 23 s'étaient rendus coupables «*d'atteinte à la liberté du travail*» (enfin ce qu'il entend par là, diront des licenciés, car nous n'a-

vons pas la même conception) il n'hésitera pas à sortir ces propos : «*En fin de compte, il y a eu 10 % de grévistes pendant cette grève : 175 (!) personnes ont empêché 1 200 autres de travailler pendant cinq semaines.*»

Ces propos mensongers soulevèrent l'indignation et la colère des travailleurs présents dans la salle.

Certains sortiront de la salle. Faux témoignages, propos mensongers, la justice bourgeoise est apparue dans toute sa réalité aux yeux des 23 et des travailleurs présents. Mais s'ils étaient pleins de colère contre l'avocat de Thomson, les propos tenus par leur avocat leur ont confirmé qu'ils ne pouvaient rien attendre de la justice bourgeoise. «*C'est son boulot*» comme dira un travailleur, mais de là à affirmer toutes les deux minutes «*Que les 23 ont*

toujours eu le souci de la bonne marche de la BE qui après tout les fait vivre,» («*c'en est trop !*») comme le dira un travailleur. Cette argumentation de bon aloi, déclenchera maintes réflexions ironiques parmi les 23. «*Ce n'est pas en essayant de prouver qu'on est de bons ouvriers que la Thomson va céder.*»

Une petite chose achèvera de dissiper chez nombre de travailleurs, leurs illusions, si tant est qu'elles existaient encore. Les plaidoiries étant achevées, à une question du tribunal, l'avocat des 23 répondra «*qu'après tout, il n'était pas prouvé que les 23 étaient tous à la Mairie de St-Apollinaire, le jour de la (soi-disant) «séquestration».*»

Qu'est-ce à dire sinon, que certains après tout, peuvent être accusés de séquestration ? Contre ces manœuvres de division les 23 affirment leur unité !

PARIS IMPOSANTE MANIFESTATION EN HOMMAGE A MAO TSE TOUNG

Samedi après-midi, à l'appel du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste léniniste, de l'Humanité Rouge, et de l'UCFm, une imposante manifestation s'est rassemblée place de la République, avant de se diriger vers le cimetière du Père Lachaise, pour rendre hommage au camarade Mao Tsé-toung devant le Mur des Fédérés.

En tête du cortège, auquel s'était joint l'OC GOP une immense banderole : «Gloire immortelle au camarade Mao Tsé-toung» devançait plusieurs milliers de manifestants. Au sein du cortège, de très nombreux manifestants portaient des portraits de Mao Tsé-toung, encadrés de noir, ainsi que des drapeaux rouges serrés de crépe noir. Dès la place de la République, les pas-

sants étaient nombreux à regarder la manifestation.

Le silence, l'impression de recueillement et de détermination, les impressionnaient fortement. Un retraité disait : «Quand j'ai appris la nouvelle de la mort de Mao Tsé-toung, cela m'a fait quelque chose. Vous n'avez pas connu l'époque où les journaux parlaient des millions de morts par famine ou par inondation en Chine. Avec Mao Tsé-toung, tout cela avait disparu. Mais en voyant cette manifestation et tous ces jeunes, chez nous où il n'y a plus de famine depuis longtemps, je me demande si ce n'est pas encore autre chose, Mao Tsé-toung.» Oui, Mao Tsé-toung était aussi le chef des vrais communistes.

Arrivés au Père Lachaise les rangs de la manifesta-

tion s'étaient grossis de nombreuses personnes, d'amis de la Chine et de révolutionnaires.

C'est un très long cortège qui a parcouru les allées du cimetière, passant devant les tombes des héros de 48, puis devant les mémoriaux aux victimes des camps de concentration nazis, avant de s'arrêter devant le Mur des Fédérés. Là furent lues les interventions des organisations qui appelaient à cette manifestation, puis chanté en sourdine le chant du prolétariat international, dont Mao Tsé-toung était le chef : l'Internationale.

Un cahier fut signé par tous les manifestants avant d'être envoyé au Comité Central du Parti Communiste Chinois.

Dans les regards des manifestants, la douleur, le recueillement s'étaient transformés en énergie



révolutionnaire, en volonté de faire de la mémoire de Mao Tsé-toung et de

ses enseignements une arme précieuse pour le combat révolutionnaire.

Camarade Mao Tsé-toung, pour nous, tu restes vivant.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

CRIME RACISTE A PARIS

Suite de la une

Pour les pompiers, l'origine criminelle de l'incendie est certaine : c'est un feu de poubelles qui a mis le feu à toute la cage d'escalier, qui a flambé en quelques minutes : auprès du point de départ de l'incendie, le tuyau de gaz a été fendu par le criminel.

Ce n'est pas le premier cas. Depuis le 10 juin, il a eu cinq incendies de ce genre dans la région parisienne, causant au total vingt-sept morts, tous immigrés. Il s'agit donc bien de crimes scandaleux. Mais celui qui a mis le feu, n'est que le dernier d'une chaîne de criminels, depuis ceux qui exploitent les immigrés ne leur laissant qu'un salaire de misère, jusqu'aux fauteurs de campagnes racistes en passant par les marchands de sommeil et les promoteurs responsables de leur entassement dans des bidonvilles verticaux.

La rue tiphaine est située dans un quartier en cours de rénovation. «Appartements à vendre» : de nombreux petits immeubles de luxe, dans cette rue même, ne trouvent pas d'acheteur : ils sont trop chers. Et pourtant, c'est une soixantaine d'ouvriers qui s'entassaient dans 32 petites chambres à 340 F par mois chacune : c'est ce que m'explique un ouvrier algérien qui a échappé à la catastrophe parce qu'il travaillait cette nuit-là.

Son cousin qui habitait la même chambre que lui a été asphyxié.

Des voisins qui ont été réveillés samedi matin par



les cris commentent le drame avec des ouvriers algériens : «Il paraît que c'est un criminel : c'est vraiment horrible... Probablement des racistes... Pourtant, on ne comprend pas, il n'y avait jamais eu de problème dans le quartier : des ouvriers français venaient souvent manger avec les algériens dans ce restaurant, et il y avait une bonne entente... Il paraît qu'il y a déjà eu d'autres incendies de ce genre... mais... je suis sûr qu'on ne les retrouvera jamais... La police pour les rafles elle est là, mais

pour retrouver les racistes, c'est autre chose !»

● **Sondage IFOP à la commande du «Point» :** 58 % des sondés sont pour une imposition du capital pour financer les subventions sèche-risse. Mais 50 % sont pour un blocage des revenus ! L'intox pour nous faire accepter un blocage des salaires commence

Au fond de l'Adriatique

PLUS GRAVE QUE SEVESO

Neuf cent barils contenant 250 tonnes de plomb tétraéthyle pourrissent lentement mais sûrement dans l'Adriatique, à 15 kms de la côte italienne, affirme Jacques-Yves Cousteau.

D'ici une dizaine d'années tout au plus, ce poison violent se répandra dans la Méditerranée, contaminant les poissons, causant aux pays riverains de la Méditerranée une catastrophe plus grave que celle de Seveso.

Elles reculent devant les frais qu'occasionneraient les solutions envisagées : recouvrir les barils de ciment, ou les vider par pompage. Et comme dans l'affaire de Seveso, le gouvernement italien et la firme responsable (qui cette fois n'est pas Suisse mais anglaise) s'en tirent avec des paroles rassurantes.

La Méditerranée est en train de devenir un véritable égout, et les premières victimes en sont les pêcheurs, comme dans l'affaire des boues rouges de la Montedison. Le tonnage de la pêche a pour la première fois diminué cette année. La vitalité moyenne de cette mer a diminué de moitié.

Viande : prix «choc»

Ce plomb tétraéthyle a été fabriqué par la firme anglaise OCTEL, et était transporté dans un cargo yougoslave qui a sombré. A quoi devait servir ce poison violent ? Son utilisation est quotidienne dans de très nombreux pays : il est mélangé à l'essence pour donner du «super». Le danger est grand pour les travailleurs qui manipulent le «super» comme pour tous ceux qui respirent les gaz d'échappement : ce produit très volatil détruit les tissus nerveux. Les patrons du pétrole et de l'automobile continuent à utiliser ce produit alors qu'il est parfaitement possible de faire des moteurs fonctionnant avec un bon rendement à l'essence ordinaire.

Pendant le mois de septembre, à Paris et dans les départements de la région parisienne, les bouchers sont tenus de mettre en vente de la viande à des prix imposés, soi-disant «choc». Les voici : Faux-filet et rumsteak : 33,60 F le kilo. Entrecôte, tranche, aiguillette : 31 F. Basses côtes, jumeau à bifteck, gîte à la noix, culotte : 27 F. Macreuse, premier talon, gros bout, bavette à braiser, 17,20 F. Piat de côte, flanchet, poitrine, tendron : 11 F.

Tout «choc» qu'ils soient, ces prix, les travailleurs peuvent le constater, ne sont pas bien inférieurs à ceux pratiqués l'hiver dernier. De plus, la viande fournie à ces prix provient souvent de bêtes de moindre qualité (peut-être les «vaches de réforme» que la sécheresse a contraint les éleveurs à abattre ?). C'est donc une escroquerie que de donner de la publicité à cette opération limitée, et qui est de toute manière provisoire, puisque ces prix seront «renégociés» entre l'administration et les bouchers.

● **PROCES DES MILITANTS BRETONS :** Le procès des trois militants bretons se poursuit devant la Cour de Sécurité de l'Etat et devant le sinistre Dowling Carter, avocat général spécialisé dans le tribunal d'exception. Les

témoins de la défense, solidaires des inculpés ont fait le tableau accusateur des méfaits du capitalisme en Bretagne : chômage des jeunes, remembrement oppression culturelle et linguistique.

L'hommage à Mao Tsé-Toung

LE PEUPLE CHINOIS
DETERMINÉ A AVANCER
DANS L'EDIFICATION DU SOCIALISME

Dans la lutte contre les effets du tremblement de terre, en remportant une première victoire pour surmonter la catastrophe, le peuple chinois a montré sa volonté de poursuivre l'édification du socialisme. Cette volonté révolutionnaire des masses fait triompher l'esprit de servir le peuple, l'esprit de remporter à tout prix la victoire dans les pires conditions, contre le pessimisme et le défaitisme qui affirmaient qu'il était impossible que la production reprenne à Tang Chan avant longtemps, point de vue dicté par la voie capitaliste et révélant en fin de compte une dé-

fiance à l'égard des masses.

Les premières victoires remportées par les sauveteurs et la population de Tang Chan contre le tremblement de terre, s'inscrivent dans la lutte contre la politique de Teng Siao Ping, lutte actuellement en cours.

En rendant hommage au camarade Mao Tsé-Toung, le peuple chinois est décidé à transformer sa douleur en énergie pour poursuivre la lutte révolutionnaire en vue de consolider la dictature du prolétariat et développer l'édification socialiste du pays.



Kissinger en Afrique Australe

Une tentative désespérée pour
sauvegarder les intérêts U.S.

Kissinger repart aujourd'hui pour l'Afrique Australe. Il se rendra successivement en Tanzanie, en Zambie et en Afrique du Sud. Il rencontrera probablement Ian Smith, le chef du gouvernement raciste de Rhodésie.

Ainsi, au moment où la lutte de près de six millions d'Africains contre la domination de quelques centaines de milliers de blancs prend une ampleur jamais atteinte jusque là, et où la résolution des mouvements de libération de mener la lutte armée jusqu'à la victoire s'affirme de façon éclatante, non seulement pour renverser la politique d'apartheid mais aussi pour imposer un changement total de régime, les USA font des tentatives désespérées pour imposer leur solution et sauvegarder leurs intérêts et leurs investissements en Afrique du Sud.

Ces investissements dans le dernier bastion, avec Djibouti, du colonialisme en Afrique représentent 40 % du montant global des capitaux US dans ce continent ; par ailleurs, il s'agit d'une pièce maîtresse de l'impérialisme américain pour sa domination sur les pays d'Afrique et sa stratégie de domination mondiale. Ainsi, l'enjeu est clair : face à la montée irrésistible de la lutte des mouvements de libération nationale qui se précise de jour en jour, les Etats-Unis font des tentatives désespérées pour imposer des solutions « négociées » qui, retarderaient l'aiguinement des contradictions et briseraient l'unité des peuples africains.

C'est dans ce sens qu'il faut interpréter les mesures dérisoires proposées par Vorster en faveur de la communauté métisse, lesquelles ont d'ailleurs totalement manqué leur but.

Par ailleurs, une autre question inquiète les USA, hantée par le souvenir du conflit angolais : la crainte de voir l'URSS profiter de l'aiguinement des contradictions en Afrique du Sud pour exercer leurs pressions sur les mouvements de libération, et s'introduire, à la faveur d'un

« soutien » à la lutte pour l'émancipation, dans une région du monde où elle n'est pas encore ; c'est après tous les autres, un motif de plus qui pousse Kissinger à faire des propositions telles que « l'accession progressive de la majorité noire au pouvoir », favorisée par la création d'un fonds d'aide international pour indemniser les colons blancs, ce qui pourrait permettre aux Etats-Unis de maintenir leurs positions. Mais ce plan s'annonce mal parti pour les impérialistes américains : déjà, il a été dénoncé comme une perpétuation des privilèges que les peuples noirs ne pourraient jamais tolérer, une proposition fondée sur l'idée raciste que noirs et blancs ne pourraient jamais cohabiter dans la paix.

POUR LE PEUPLE
AFRICAIN, UNE SEULE
SOLUTION : LA LUTTE
ARMÉE

Les pressions soviétiques s'affirment tant à l'égard de la Namibie que de l'Afrique du Sud. Mais les mouvements de libération mettent l'accent sur la nécessaire « politisation du peuple » et organisent une lutte de libé-

ration nationale, mouvement dont la profondeur se mesure à l'ampleur des manifestations de ces jours derniers.

« Chaque fois que les USA soulèvent la question des négociations, a déclaré Ed-dison Zrobgo, du mouvement de libération du Zimbabwe, c'est qu'une lutte de libération est sur le point de triompher quelque part dans le monde ». Cette libération passe aujourd'hui par « la politisation du peuple ». De par sa nature, elle exclut les interventions étrangères.

« Nous nous battons pas seulement pour remplacer un gouvernement blanc par des individus noirs, a dit Monsieur Ndlovu, de la même organisation, nous nous battons pour un changement total ». Et Samora Machel, de retour au Mozambique, a déclaré : « La lutte armée au Zimbabwe transformera la conscience des nationalistes, fera d'eux des révolutionnaires ». Et toutes les tentatives de Kissinger n'y changeront rien.

Suzanne VALLÉE

LA VISITE DE GISCARD EN
YUGOSLAVIE RETARDÉE

Le voyage que devait effectuer Giscard en Yougoslavie le 15 septembre a été reporté pour une date ultérieure. Les médecins de Tito lui ont demandé « d'interrompre temporairement ses activités » à cause de sa santé.

C'était la première visite d'un chef d'Etat français en Yougoslavie. Il est possible qu'une détérioration des relations entre l'impérialisme français et la Yougoslavie s'ajoute aux causes de l'annulation de cette visite. Au sommet de Colombo, les pays non-alignés ont demandé le boycott pétrolier de la France à cause de son attitude agressive vis-à-vis des pays africains. Quelques heures avant la décision d'annulation de la visite, Tito recevait le chef d'Etat roumain.

Malgré tout, l'aggravation de l'état de santé de Tito pose le problème de l'avenir de la Yougoslavie : restera-t-elle un pays non-aligné ou sera-t-elle obligée d'intégrer le bloc soviétique ?

Les troupes soviétiques sont une menace permanente contre ce pays. Dans la dernière période, les pressions du social-impérialisme ont augmenté : l'URSS a fait des concessions importantes pour permettre au parti révisionniste yougoslave de participer au sommet des partis révisionnistes d'Europe. D'autre part, l'URSS cherche à améliorer sa position en intensifiant les échanges entre les deux pays et en favorisant des courants pro-soviétiques à l'intérieur de la Yougoslavie.

FAITES
CONNAÎTRE
LE QUOTIDIEN
DU PEUPLE

Espagne

LA POLICE
RÉPRIME
VIOLEMMENT AU
PAYS-BASQUE

«POLICE ASSASSIN»

Une manifestation de plusieurs milliers de personnes se regroupaient devant le festival de cinéma de Saint-Sébastien pour protester contre l'assassinat par la police mercredi dernier, d'un jeune Basque au cours des fêtes de Fuenterrabia. La police a violemment chargé la manifestation, tirant des balles en caoutchouc blessant de nombreux manifestants. La municipalité de San-Sébastien a demandé aux organisations du festival d'observer deux jours de deuil à la mémoire du jeune assassiné.

Les manifestants ont également distribué des tracts appelant à la grève, pour aujourd'hui 13 septembre. Le maintien des institutions fascistes d'une part, la lutte contre l'oppression nationale au pays basque et en Catalogne d'autre part, viennent s'opposer aux tentatives de Suarez qui tente de réformer l'Etat fasciste, sans que soient touchés ni la police et l'armée, ni le statut des nationalités.

Samedi 11 septembre, ce sont plus de 200 000 personnes qui se sont réunies à Sant Boi près de Barcelone pour célébrer à l'appel de toute l'opposition catalane, la journée nationale catalane.

SUAREZ : DES
ELECTIONS POUR
RÉALISER UN
CONSENSUS

Il faut d'abord faire des élections, dit en substance Suarez qui les a avancées pour le premier semestre de 77. La radio espagnole a déjà fait savoir qu'il ne faudra pas s'étonner s'il se glisse « des erreurs » dans les listes électorales, car « l'ordinateur a des défaillances ». Autrement dit, la fraude électorale sera largement utilisée en même temps qu'un savant découpage déterminera par

avance l'issue des élections. Si Suarez veut hâter les élections, c'est qu'il est inquiet du mouvement de masse contre les effets de la crise économique qui secoue l'Espagne. « Tant que les incertitudes politiques ne seront pas résolues, il ne pourra y avoir ni réactivation, ni stabilité économique » a-t-il affirmé dans son discours. Autrement dit, le gouvernement espagnol veut, par les élections, intégrer toute une partie de l'opposition pour affronter violemment le mouvement de masse, en harmonisant les propositions des divers partis de la bourgeoisie.

En outre, Suarez affirme que les revendications nationales ne seront examinées qu'après les élections dans le cadre de « l'unité permanente de l'Espagne » c'est-à-dire en refusant toute auto-détermination aux nationalités opprimées.

L'opposition regroupée au sein de la coordination démocratique a été prise de court : les discussions entamées par le gouvernement avec elle trouvent une signification nouvelle : elle devra accepter ou refuser le plan de Suarez et non négocier « la rupture ».

La réponse de la coordination démocratique sera étroitement déterminée par l'attitude que celle-ci adoptera face aux revendications démocratiques des masses, face aux luttes contre les effets de la crise, face aux revendications nationales. En fin de compte, c'est la volonté profonde de réformes démocratiques, le refus de payer la crise, et les revendications nationales qui ont plongé l'oligarchie espagnole dans la crise, notamment depuis la mort de Franco. C'est de ce mouvement de masse puissant et permanent que dépend l'issue de la crise en Espagne.

G.CARRAT

SAHARA OCCIDENTAL : TENSION A EL AYOUN

Le quotidien «The Gazette de Montréal consacre un article au Sahara sous le titre de « les nouveaux impérialistes parlent de civiliser les pauvres sahraouis ».

«...l'observateur a l'impression que le genre de désastre qui approche est le même qui a engouffré les Indiens d'Amérique du Nord et les esquimaux ».

Sur El Ayoun, ville occupée par les Marocains, le journaliste dit : «Aucun rapport de trouble n'est établi par les autorités, mais une atmosphère de tension règne dans les édifices bâtis par les administrations espagnoles, apparemment sans engagement pour les Sahraouis ».

• ITALIE : Quelques mois après le tremblement de terre qui avait fait plusieurs centaines de morts dans le Frioul, près de la frontière italo-autrichienne, une nouvelle secousse a été enregistrée dans la nuit de samedi à dimanche.

Il y aurait au moins un mort et plusieurs blessés. La reconstruction après les dégâts causés au printemps 76 n'était pas très avancée, et il semblerait qu'aucune mesure n'ait été prise pour prévenir de nouvelles secousses.

INTERNATIONAL

Liban

VERS
L'OUVERTURE DU
FRONT DU SUD

Au Sud Liban, la guerre se prépare. Un nouveau front s'est ouvert, à partir de l'intervention syrienne, au moins de juin. Depuis cette date, une série d'éléments viennent confirmer que les réactionnaires soutenus par Israël, veulent frapper la Résistance Palestinienne et les forces patriotiques à partir du Sud.

Avant l'intervention armée de la Syrie, les succès militaires remportés par l'Armée du Liban Arabe (fraction patriote de l'ancienne armée), inquiétaient les sionistes qui se sentaient menacés.

Le régime syrien, lui aussi, craignait le renforcement des forces patriotiques qui s'affirmaient dans tout le Liban. Ce renforcement risquait d'empêcher la Syrie de signer son accord avec l'Etat sioniste. Pour cette raison, elle a envoyé ses troupes occuper Saïda, grande ville du Sud. Une résistance acharnée de la population et des forces armées ont fait subir à la Syrie sa première défaite.

Après avoir occupé la Békaa, les troupes syriennes ont continué à bombarder la région du Sud, imposant un blocus sur le port de Saïda.

Quelques temps après, les sionistes et les fascistes libanais sont intervenus eux aussi au Sud Liban pour ouvrir un nouveau front. Les fascistes libanais viennent en masse en Israël se faire soigner, s'armer et s'entraîner. Profitant de leur nouvelle présence au Sud, ils cherchent à diviser la population entre confessions : ils s'appuient sur un village chrétien du sud, Ein Ebel, pour demander «la protection» d'Israël. L'armée sioniste occupe ce village. S'appuyant sur cette collaboration, les sionistes continuent leur politique d'annexion du Sud, qu'ils ont toujours voulu : cinq villages sont occupés. Les fascistes libanais, armés par les sionistes, sont postés à la frontière pour commencer une nouvelle bataille.

Depuis 1969, le Sud Liban est la base arrière de la Résistance Palestinienne. Ses liens avec la population de toutes confessions, sont très développés.

Le Sud a une longue pratique de lutte contre les envahisseurs sionistes. A l'exemple de Kfar Chouba en janvier 75, ils sauront les chasser.

FACE A LA MENACE D'ANNEXION SIONISTE

LE LIBAN SUD SE PREPARE
A LA RESISTANCE

D'après «Al Safir», journal libanais de gauche, Gemayel, un des dirigeants fascistes, a proposé un dialogue avec Joublatt, responsable du mouvement national libanais qui regroupe plusieurs formations de gauche. Joublatt a accepté la discussion mais le départ des troupes syriennes du Liban est la première condition à tout dialogue entre Libanais. En présence des troupes syriennes, tout dialogue entre forces libanaises vise l'affaiblissement de la Résistance Palestinienne. C'est ce que le mouvement national libanais veut éviter dans la période actuelle.

La proposition de Gemayel n'est qu'un moyen de dissocier le mouvement national libanais de la Résistance Palestinienne, pour isoler celle-ci et la frapper. La pratique des fascistes libanais au Sud montre qu'ils poursuivent toujours leur politique d'agression contre la Résistance.

AU SUD, CONTRE LE BLOCUS
SYRO-SIONISTE

Au sud, la menace sioniste d'annexion se précise : les cinq villages occupés récemment avec la collaboration des fascistes libanais ont été rattachés à des colonies sionistes en Palestine occupée. Les troupes d'occupation ont imposé un couvre-feu dans ces villages, empêchant la population de partir. Six Palestiniens et Libanais ont été assassinés alors qu'ils passaient près de ces villages. Les soldats sionistes sont en train de lier ces villages au réseau élec-

trique et téléphonique des colonies. Ils appellent les habitants de ces villages à venir travailler chez eux, alors que la majorité des Palestiniens vivant dans leur pays occupé sont chassés et l'une des raisons fournies, c'est «le manque de travail».

Face à la menace d'annexion sioniste du Liban-sud, la population se prépare à sa défense. Après une période de désorganisation due à l'intervention syrienne et au blocus exercé contre le

port de Saïda, la population du sud, soutenue par les forces armées palestiniennes et libanaises s'est de nouveau organisée pour assurer sa défense.

La période qui a suivi l'intervention syrienne au sud et l'occupation de la Békaa a été une période de famine pour les habitants du sud. Le blocus du port de Saïda exercé par les tirs syriens a empêché les navires transportant de la farine d'arriver.

Ce blocus a touché aussi les habitants de Beyrouth. La destruction de la raffinerie de Zahrani au sud par l'armée syrienne a porté un coup dur aux habitants qui ne pouvaient plus se déplacer, assurer la liaison avec Beyrouth. Profitant de la gêne des masses libanaises et palestiniennes, des accapareurs sont apparus, liés soit au régime syrien ou aux sionistes. Ils achetaient de l'essence à bas prix de Syrie ou de l'Etat sioniste et essayaient de la vendre à des prix exorbitants. Le bidon d'essence a passé à cette période de vingt cinq LL à cent cinquante LL. Mais très peu de gens en achetaient, à cause de sa provenance et du fait qu'ils ne pouvaient pas payer cette somme. Les accapareurs de farine ont voulu profiter de la situation, mais tout de suite, la Résistance Palestinienne a fait son possible, desserrant le blocus syrien, pour livrer la farine aux habitants. La haute mobilisation politique des habitants du sud, les liens étroits qui les unissent à la Résistance Palestinienne leur ont fait comprendre que seuls les Syriens et les sionistes sont responsables de leur situation. La résistance héroïque des habitants de Tell El Zaatar, leur vie pendant les attaques a donné l'exemple à la population pour une plus grande mobilisation pour s'organiser et résister face aux attaques sionistes, fascistes et syriennes qui commencent au sud.

DÉTOURNEMENT D'AVIONS AUX USA :
DEUX POIDS,
DEUX MESURES

Samedi matin, des réactionnaires croates ont détourné un avion assurant la liaison Chicago-New York. En fin d'après-midi, cet avion se déposait sur l'aéroport de Roissy, au nord de Paris. Les commentaires habituels de la radio et de la télévision essaient de faire croire que les moyens d'information en France sont catégoriquement contre les terroristes qui détournent les avions. Mais ce n'est pas le cas ! Les pirates de l'air, qui se réclament d'un mouvement réactionnaire, ont bénéficié de toute l'indulgence et même parfois de la sympathie des commentateurs. Nous n'avons pas entendu le déchaînement hystérique et raciste qui avait suivi les détour-

nements d'Entébbé et de Chypre, mêlé aux commentaires anti-palestiniens, laissant alors croire que ce sont des palestiniens qui détournent les avions.

Pour les commentateurs des moyens d'informations de la bourgeoisie, il y a deux sortes de terrorisme : celui qui est pratiqué par des arabes qu'il faut exploiter pour dénigrer la Résistance Palestinienne, (bien qu'elle n'ait aucun lien avec ces détournements) et celui qui est pratiqué par des réactionnaires de toutes sortes, qu'il faut, sinon soutenir, du moins considérer avec indulgence.

C'est le cas vis-à-vis du dernier détournement.

BANGLADESH :
L'INDE S'OPPOSE AU PARTAGE
DES EAUX DU GANGE

Depuis la construction par l'Inde du barrage de Farakka, sur les eaux du Gange en 1975, à vingt cinq kilomètres de la frontière du Bangladesh, ce pays est privé de l'eau nécessaire à ses cultures, surtout pendant la saison sèche.

Le nouveau gouvernement bengalais qui a renversé le gouvernement pro-indien et pro-soviétique en novembre

75, n'a cessé de réclamer une négociation avec l'Inde sur cette question.

L'Inde acceptait finalement de négocier, mais après trois jours de discussions, la première semaine de septembre, et une visite à Madame Gandhi le 9 septembre, le contre-amiral Khan qui dirigeait la délégation Bengalaise, rentrait à Dacca, et dénonçait l'intransigeance indienne.



Village du Sud détruit par les bombardements sionistes : c'est le vrai visage de la politique d'Israël contre le peuple libanais, qu'il essaie d'affamer aujourd'hui.

IRAK : COMMANDE DE MIRAGES F1
A LA FRANCE

La commande de plusieurs centaines de Mirage F1 par l'Irak semble sur le point de se confirmer, à la suite de la récente visite à Paris d'une importante mission militaire irakienne.

Les ventes d'armes sont une importante source de profit de la France sur le marché mondial. Ainsi le Mirage 3, avait rapporté en 1974, 57 fois les coûts des études et de l'industrialisation, notamment grâce à l'exportation qui a rapporté à elle seule 50 fois ce coût. Le développement de l'industrie d'armement français dépend largement des possibilités

d'exportation. La commande de F1 par l'Irak permettrait à Dassault, la SNECMA, la SNIAS et Matra, étroitement liés dans les fabrications et l'armement du F1, de rentabiliser cet avion pour lequel s'était fermé le marché européen remporté par l'avion américain YF 16.

Américains et soviétiques sont les principaux concurrents des ventes d'armes françaises. L'armée de l'air irakienne était jusqu'à présent armée de MIG soviétiques : les livraisons massives d'armes soviétiques sont le moyen pour l'URSS de multiplier les pressions sur les pays qui les reçoivent. L'a-

chat de Mirage F1 à la France est le signe d'une tentative de l'Irak de desserrer l'étau que la livraison exclusive d'avions soviétiques fait peser sur les pays.

La politique française à l'égard des pays du Tiers-Monde, notamment des pays arabes, est largement dominée par le souci de trouver des débouchés aux industries lourdes et d'armement, qui sont la condition de leur «rentabilité». Et les marchés peuvent être investis par la France, dans la mesure où ces pays cherchent à avoir des livraisons d'autres pays que des super-puissances.

Dans le même temps où il cherche des débouchés dans le Tiers-Monde, l'impérialisme français est condamné à Colombo pour son soutien aux régimes racistes d'Afrique Australe.

La politique française à l'égard du Tiers-Monde trouve ainsi ses limites : à long terme, elle ne peut à la fois jouer de «l'amitié» avec le Tiers Monde pour vendre ses marchandises, et se retourner contre le Tiers-Monde dans toutes les questions décisives de l'affrontement entre le Tiers-Monde et les super-puissances.

LA LUTTE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS CONTRE LA SCISSION DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL PERPÉTRÉE PAR LES RÉVISIONNISTES SOVIÉTIQUES



Rendre hommage à Mao Tsé Toung, c'est aujourd'hui dégager les enseignements de Mao Tsé Toung, Lénine de notre époque, et synthétiser les acquis théoriques et pratiques de la lutte menée par le PCC, sous la direction du camarade Mao Tsé Toung, pour la révolution,

pour le socialisme, et la lutte des peuples du monde. La série d'articles que nous commençons à publier aujourd'hui entend retracer dans un certain nombre de domaines les acquis de la lutte révolutionnaire du peuple chinois guidé par Mao Tsé Toung.

LE XX^e CONGRÈS DU PCUS

Le rapport présenté au congrès par Krouchtchev, non seulement répudiait totalement Staline sous prétexte de «lutte contre le culte de la personnalité», mais prétendait encore avancer des «thèses nouvelles dans les conditions créées par suite de la modification du rapport des forces dans le monde à l'avantage du socialisme».

De ce fait, Krouchtchev avançait la thèse de la «coexistence pacifique entre les deux systèmes capitaliste et socialiste», selon lui «ligne générale de la politique extérieure de l'URSS et des pays socialistes». Selon Krouchtchev, il fallait «choisir entre la coexistence pacifique et la guerre la plus destructrice de l'histoire. Il n'est pas de troisième voie». Cette alternative permettait donc à Krouchtchev de subordonner la solution des problèmes de la paix et de la liberté des peuples à «l'établissement de relations amicales entre les deux grandes puissances du monde, les USA et l'URSS».

Parce que, disait Krouchtchev, «nous voulons être amis avec les USA et coopérer avec eux dans la lutte pour la paix et la sécurité des peuples, ainsi que dans les domaines économique et culturel», les peuples du monde et les prolétaires devaient cesser leurs attaques contre l'impérialisme qui avait changé de nature et choisir pour stratégie non plus la révolution, mais «le passage pacifique par la voie parlementaire».

SUR LE «PASSAGE PACIFIQUE»

La lutte que le PCC allait mener contre les thèses du XX^e Congrès devait

permettre l'enrichissement du marxisme-léninisme sur de nombreux points. Deux mois à peine après le XX^e congrès du PCUS, les camarades chinois faisaient part au PCUS de leur désaccord sur les thèses de Krouchtchev. En novembre 1957, le PCC réaffirmait la nécessité «dans les pays impérialistes et capitalistes, de faire triompher la révolution prolétarienne et d'établir la dictature du prolétariat pour résoudre à fond les contradictions de la société capitaliste». D'où la nécessité, aussi, de se préparer à la révolution et «d'accumuler les forces révolutionnaires, afin d'être prêt à arracher la victoire lorsque les conditions seront mûres pour la révolution ou à riposter puissamment à l'impérialisme et à la réaction au cas où ceux-ci passeraient à l'attaque par surprise et par les armes. Si le parti du prolétariat ne fait pas de tels préparatifs, il paralysera la volonté révolutionnaire du prolétariat et la cause révolutionnaire du prolétariat sera enterrée».

Les thèses sur le «passage pacifique» furent de nouveau combattues par le PCC et le Parti du Travail d'Albanie lors de la réunion des PC de novembre 1957 à Moscou. Le PCC obtint que la déclaration finale affirme que «le léninisme enseigne que les classes dominantes n'abandonnent pas de bon gré le pouvoir». Donc, qu'il fallait se préparer à la révolution en développant «largement la lutte de masse extra-parlementaire, en brisant la résistance des forces de la réaction».

Le PCC vota cette résolution finale, malgré certaines affirmations reprises du XX^e congrès du PCUS, car il agissait dans un esprit d'unité.

SOUTIEN AUX PEUPLES EN LUTTE

De fait, très rapidement, on allait voir qui étaient les véritables scissionnistes. Dans le même temps où Krouchtchev faisait l'élo-

1963 : un se divise en deux. Krouchtchev provoque la scission du Mouvement Communiste International en rompant ouvertement avec le Parti Communiste Chinois et la République Populaire de Chine. Par cette manœuvre, Krouchtchev entendait s'opposer à la lutte de principe menée par les camarades chinois contre le révisionnisme, apparu en 1956, lors du XX^e Congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique, «premier pas de la direction du PCUS dans la voie du révisionnisme».

ge d'Eisenhower et de ses «bonnes dispositions» à l'égard de l'URSS et affirmait, au retour de son voyage aux USA que «la force ne devait pas servir à éprouver la stabilité du régime capitaliste», le secrétaire du PCUS exigeait des pays socialistes qu'ils abandonnent tout soutien au mouvement révolutionnaire des peuples et qu'ils luttent pour le désarme-

la lutte révolutionnaire des peuples et nations opprimées, c'est délibérément tromper les peuples et servir la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme.

La question est de savoir quelle est la voie à emprunter pour assurer la paix mondiale. On ne peut gagner la paix mondiale que par la lutte de tous les peuples du monde et non



La déclaration de Krouchtchev «la force ne doit pas servir à éprouver la stabilité du régime capitaliste» est une insulte aux peuples en lutte.

ment nucléaire. Les camarades chinois défendirent, là encore, les principes du marxisme-léninisme. Pour bien saisir toute la richesse des analyses du PCC, il convient de se souvenir qu'en 1963, le Tiers-Monde, malgré des luttes exemplaires, telle celle du peuple vietnamien, ne s'était pas encore constitué en force politique mondiale. En faisant l'analyse concrète d'une situation concrète, le PCC affirmait, cependant, déjà toute l'importance que devait revêtir la lutte des peuples du Tiers-Monde dans l'affaiblissement de l'impérialisme.

«Envisager le désarmement général et complet comme la voie essentielle permettant d'assurer la paix mondiale, répandre l'illusion que l'impérialisme déposera les armes de son plein gré et tirer prétexte du désarmement pour essayer de supprimer

coups directs à l'impérialisme. Le mouvement révolutionnaire national et démocratique de ces régions et le mouvement révolutionnaire socialiste dans le monde sont les deux grands courants historiques de notre époque».

Et le PCC de conclure : «Sans l'union avec les nations opprimées, sans la libération de celles-ci, la classe ouvrière des pays capitalistes d'Europe et d'Amérique n'aura jamais sa libération. Le mouvement révolutionnaire des pays avancés ne serait qu'une simple duperie sans l'union complète et la plus étroite dans la lutte des ouvriers en Europe et en Amérique contre le

agressait la République Populaire de Chine et l'année suivante, en juillet 1960, elle retirait ses experts soviétiques, en un mois, laissant en plan plus de deux cent cinquante ouvrages de construction, vitaux pour l'économie chinoise.

Krouchtchev avait affirmé que sous le socialisme, la lutte de classe s'éteignait, ce à quoi les camarades chinois avaient répondu, dix ans avant la Révolution Culturelle que «la lutte entre la voie du socialisme et la voie du capitalisme s'étend sur toute une période historique. Cette lutte connaît des hauts et des bas, elle se déroule à la manière des vagues et peut parfois même être très acharnée».

Thèse neuve à cette époque, aussi le secrétaire du PCUS apportait-il son appui à la bourgeoisie qui tentait de briser la mobilisation populaire du Grand Bond en Avant, qu'il qualifiait d'«aventurisme fanatique petit-bourgeois».

Ce furent ces accusations que Krouchtchev reprit à la conférence de Bucarest où, en juin 1960, il tenta de faire exclure du Mouvement Communiste International le PCC : «L'avenir du Mouvement Communiste International dépend des exigences et de la lutte des peuples, de même que de la direction assurée par le marxisme-léninisme, il ne dépendra jamais de la baguette de qui ce soit. Notre Parti ne s'inclinera jamais devant les points de vue erronés, contraires au marxisme-léninisme». Tel fut la réponse du PCC aux manœuvres de Krouchtchev.

De fait, malgré les attaques répétées de Krouchtchev à la réunion de quatre vingt un PC de novembre 1960, puis, en octobre 1961, au XXII^e congrès du PCUS, malgré les manœuvres de subversion et les agressions frontalières, Krouchtchev ne réussissait pas à faire plier la Chine Populaire.

Le 19 décembre 1962, après avoir violemment attaqué publiquement la République Populaire de Chine, il annonçait que l'URSS rompait définitivement avec elle. La scission était consommée. Dès lors, il était clair qu'il y avait deux camps : celui de la contre-révolution révisionniste, et celui de la révolution et du marxisme-léninisme.

KROUCHTCHEV PROVOQUE LA SCISSION

Les positions marxistes-léninistes étaient inacceptables pour la nouvelle bourgeoisie soviétique qui comptait bien sur l'entente avec l'impérialisme pour asseoir sa domination en URSS. Aussi recourut-elle à la scission dans l'espoir de faire plier la Chine. Dès 1959, elle prenait partie pour l'Inde lorsque cette dernière

**1^{er}
ANNIVERSAIRE
CAMPAGNE
D'ABONNEMENTS
EXCEPTIONNELS**

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ABONNEZ VOUS

Voici déjà près d'un an que le Quotidien du Peuple est paru régulièrement, s'est transformé progressivement grâce à l'aide, aux critiques, aux suggestions des lecteurs. De l'avis de tous ceux qui nous écrivent, le Quotidien du Peuple correspond mieux à l'arme dont on a besoin et il faut continuer dans la voie engagée. Poursuivre cette voie, c'est préparer déjà la rentrée, ammagasiner de nouveaux repotages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner nos bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du QdP. Pour cela, nous devons renouveler l'avance financière qui avait été acquise au lancement du Quotidien du Peuple et a permis de le sortir régulièrement cette année.

En lançant cette campagne exceptionnelle d'abon-

nements, liée au premier anniversaire du «Quotidien du Peuple», nous visons deux buts, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du «Quotidien du Peuple», accumuler cette avance financière dont nous avons besoin.

Compte tenu des retards passés dans la réception du journal pour les abonnés de certaines régions, nous avons décidé, pour la rentrée, de sortir avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition parisienne, une édition spéciale pour les abonnés tirée plus tôt, et aussitôt livrée à la poste : c'est le seul moyen, mis en œuvre par les journaux à grand tirage, pour que nos abonnés disposent le

matin-même du journal daté du jour. Le prix de l'abonnement qui est de 300 F peut être versé, soit intégralement à la commande de l'abonnement, soit en trois versements de cent francs se succédant à un mois d'intervalle, le premier étant envoyé à la commande.

En même temps nos abonnés disposeront d'une carte spéciale «abonné-ami du QdP», qui leur donnera un certain nombre de possibilités pour être associés plus facilement aux activités du journal (participation aux bureaux de presse régionaux, aux galas du PCRml... «L'abonné-ami du QdP» bénéficie en plus d'un certain nombre d'avantages abonnement gratuit à une revue, réduction dans des librairies...), dont nous publions la liste complète plus bas.

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine
- La Chine en construction



- Et à un livre ou un disque au choix

- * Parmi les livres :
- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
 - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme-léninisme
 - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
 - «La Chine de Mao» par Roger Pic.



- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise de Michel Métais.
- L'Antidühring, d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

* Parmi les disques :

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ca branle dans le manche) Dansons avec les travailleurs immigrés.

- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle, ou Le pouvoir des mots)



- Les chants de la Résistance Palestinienne.



- Un disque de Carlos Andreou (Un peuple en lutte : Espagne)



- Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple),

REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :

La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon

«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans

La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille

«Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux

«Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.

«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.

Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.

«Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.

Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.

«Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand

Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.

▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.

▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

- Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

«La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e

«Olympic», 10, rue Boyer

«Entrepot», 7, rue Pressensé

«Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

Abonnement normal..... 300 F

Abonnement de soutien..... 500 F

Abonnement de soutien..... F

Mode de Versement :

- En une fois.....

- En trois fois.....

Indiquez par une croix dans les cases, vos différents choix

Découper suivant le pointillé et renvoyer au

Quotidien du Peuple

BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

SANTÉ

LA TOXOPLASMOSE ET LES PRÉCAUTIONS POUR LES FEMMES ENCEINTES

La toxoplasmose, maladie dont le réservoir de parasites est le chat, contamine très souvent l'homme sans donner en général de signes extérieurs de maladie.

L'œuf du parasite qui est éliminé par les selles du chat, se développe dans la terre, est absorbé par les animaux d'élevage ou domestiques.

L'homme est contaminé à leur contact ou en mangeant leur viande.

On retrouve dans le sang de 90 % d'adultes (sérologie positive), des anticorps de la toxoplasmose.

QUELS SONT LES CONSÉQUENCES DE LA TOXOPLASMOSE ?

Maladie courante, elle est le plus souvent inapparente, chez l'enfant ou l'adulte, mais confère une immunité définitive qui écarte tout risque futur.

Dans de très rares cas, elle entraîne une grande fatigue, une anémie, la présence de ganglions nombreux ; ces signes ne seront pas toujours attribués à la toxoplasmose et la maladie guérira sans séquelles.

LES RISQUES CHEZ LA FEMME ENCEINTE

Les dangers de la toxoplasmose en cours de grossesse concernent l'enfant : le parasite logé dans le placenta peut traverser la barrière foeto-placentaire et agir sur le fœtus (toxoplasmose congénitale).

Cause d'avortement précoce, ou de mort du bébé dans 8 % des cas, le toxoplasme ne contaminera pas le fœtus dans la majorité des cas (60 %). Restent un tiers des fœtus qui seront infectés, et ici encore, plus de 70 % des bébés feront une

infection bénigne inapparente.

Pour les enfants atteints, les signes les plus fréquents sont nerveux (crises convulsives, paralysies, hydrocéphalie), ou oculaires (cataracte, strabisme, rétinite).

LORSQUE LA MALADIE VIENT D'ÊTRE CONTRACTÉE, QUE DOIT-ON FAIRE ?

Une femme enceinte infectée doit être soignée avec des médicaments qui passent la barrière placentaire et ne présentent pas de danger pour le fœtus, essentiellement la Rovamycine.

Les enfants nés de mères contaminées lors de la grossesse, seront traités par mesure de précaution pendant la première année pour éviter l'apparition de compli-

cations notamment oculaires, quelques mois plus tard.

COMMENT DÉPISTER LA TOXOPLASMOSE CHEZ LA FEMME ENCEINTE, OU MIEUX, AVANT LA GROSSESSE ?

Malgré de nombreuses protestations, le test de dépistage de la toxoplasmose chez la femme enceinte (dye test) n'est toujours pas remboursé par la sécurité sociale, ni obligatoire.

Il consiste à rechercher dans le sérum, la présence d'anticorps, à les doser pour déterminer si l'infection est récente ou ancienne. Seulement 12 à 15 % des femmes enceintes n'ont jamais contracté la toxoplasmose. Aussi le risque d'infection en cours de grossesse ne dépasse pas 8 grossesses pour mille.

En pratiquant ce test dès le premier trimestre (période la plus dangereuse pour le fœtus), plusieurs attitudes :

- l'enfant ne risque rien si la mère est immunisée depuis longtemps (taux d'anticorps bas)

- Si la mère vient d'être infectée (taux élevé), elle reçoit un traitement pour éviter les malformations du bébé.

LA FEMME ENCEINTE N'EST PAS IMMUNISÉE

On pratique un test au 6^e, 8^e mois pour rechercher une contamination et donner un traitement.

Elle doit éviter de caresser un chat, de changer sa litière, se laver les mains avant de manger, éviter de manger des viandes saignantes de mouton et porc, des fruits et légumes crus qui risquent d'être souillés de terre.

Docteur QdP

PROGRAMME TÉLÉ

LUNDI 13 SEPTEMBRE

TF1

13 h 00 - JOURNAL
14 h 50 - Colditz. Feuilleton
16 h 55 - La chronique des Dubois. Feuilleton
18 h 35 - Pour les jeunes
19 h 00 - Chasser en France Série quotidienne
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Le village englouti Feuilleton
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Hommage à Raimu. Film français L'homme au chapeau rond. 1946
22 h 10 - Raimu
23 h 25 - JOURNAL et fin

A2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Chacun chez soi.
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - La tête et les jambes. Jeu
21 h 55 - L'artsurlevif
22 h 45 - JOURNAL et fin

FR3

18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 05 - Magazines régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Journal
20 h 00 - Jeux de 20 heures
20 h 30 - Prestige du cinéma. Film américain. Virages
22 h 30 - JOURNAL et fin

feuilleton

LA VÉRITABLE HISTOIRE DE AH Q

UNE NOUVELLE DE LOU SIN

Ah Q, protégeant sa tête des deux mains, s'élança dans la rue sans savoir ce qu'il faisait. Monsieur l'Étranger ne le poursuivit pas. Après une soixantaine de pas au galop, il ralentit l'allure et son cœur fut envahi de tristesse. Monsieur l'Étranger ne lui permettait pas de faire la révolution, il ne lui restait plus d'issue. Jamais plus il ne pourrait espérer voir des hommes à heaume blanc et armure blanche venir l'appeler ; ses ambitions, ses aspirations, ses espoirs, son avenir, tout avait été anéanti d'un seul coup.

L'idée que sa défaite se saurait et que des êtres comme Petit D ou Wang-le-barbu le tourneraient en dérision n'entraînait qu'en deuxième ligne de compte.

Il lui semblait n'avoir jamais été aussi réprimé.

Même le fait de lever sa natte en chignon lui paraissait sans intérêt. Il dédaigna cette coiffure, et pour se venger, il songea à descendre sa natte immédiatement ; cependant, il n'en fit rien. Il se promena jusqu'à la nuit, avala deux bols de vin achetés à crédit, et retrouva graduellement sa bonne humeur. Il voyait en imagination des fragments d'images de heaumes blancs et d'armures blanches.

Une nuit, après avoir traîné comme d'habitude, il s'en retournait au Temple de la Protection des Récoltes après la fermeture du cabaret, lorsqu'il entendit une grande détonation : «Bang ! Boum !»

Ce bruit insolite ne provenait certainement

pas d'un pétard. Ah Q, par nature, aimait les situations excitantes. Il aimait se mêler des affaires d'autrui, aussi s'enfonça-t-il dans l'obscurité pour aller aux renseignements. Il lui sembla entendre un bruit de pas, et comme il était aux écoutes, quelqu'un venant d'en face arriva en courant dans sa direction. Ah Q fit aussitôt volteface et courut derrière lui. L'homme prit un tournant, Ah Q le suivit. Le tournant passé, l'homme s'arrêta ; Ah Q fit de même et jeta un regard en arrière pour s'assurer que personne ne les poursuivait. Il regarda alors le fuyard et reconnu Petit D. Ah Q sentit la moutarde lui monter au nez.

-Qu'est-ce qui se passe ?

-Tchao...on vole la famille de Tchao, répondit Petit D tout haletant.

Le cœur le Ah Q se mit à battre violemment. Le renseignement donné, Petit D partit en courant. Ah Q se remit à courir aussi, mais en s'arrêtant de temps en temps. Parce qu'il avait été dans le métier, il se sentait remarquablement courageux. Aussi quitta-t-il avec précaution l'angle de la rue où il s'abritait. Il écouta attentivement et il lui sembla entendre des cris ; il regardait de tous ses yeux et il lui sembla voir beaucoup d'hommes coiffés d'un heaume blanc et vêtus d'une armure blanche. Ils transportaient sans interruption des malles, des meubles, le lit de Ningpo de la femme du Bachelier...mais tout cela était assez confus. Ah Q aurait voulu s'approcher, mais ses pieds restèrent enracinés au sol.

C'était une nuit sans lune, Weitchouang plongé dans les ténèbres était silencieux et paisible comme au temps de l'empereur Fou Hsi

Ah Q resta à regarder jusqu'à en être fatigué. C'était toujours le même mouvement de va-et-vient. On sortait des meubles, des malles, le lit de la femme du bachelier...A la fin, il finit par douter de ses yeux. Comme il avait décidé de ne pas s'approcher davantage, il rentra au Temple de la Protection des Récoltes.

Dans le temple, il faisait encore plus noir que dehors. Il ferma le grand portail, entra à tâtons dans sa chambre et s'allongea. Ce n'est qu'au bout d'un long moment qu'il parvint à reprendre ses esprits. Il réfléchit alors à sa situation : «Les hommes à heaume blanc et armure blanche sont réellement venus, mais ils ne m'ont pas appelé. Ils ont emporté beaucoup de belles choses et moi je n'aurai rien. Tout ça, c'est la faute de ce détestable Faux Diable étranger. Il n'a pas voulu me permettre de faire la révolution. Autrement, comment ce ferait-il que je n'ai pas part au butin ! Plus Ah Q y pensait, plus sa colère montait. A la fin, il se laissa submerger par la haine, et, hochant méchamment la tête, il dit : «Pas de rébellion pour moi ? Il n'y en a donc que pour toi ? Espèce de con de Faux Diable étranger...Parfait, révolte-toi ! C'est un crime que l'on paie de sa tête ! Je vais te dénoncer, et te verrai mener à la ville pour être décapité...Toute ta famille sera décapitée avec toi...Vlan ! vlan !»

(à suivre)

LE CHILI

3 ANS APRES LE COUP D'ETAT FASCISTE - 1 - UNE ÉCONOMIE SOUS DOMINATION US

Il y a 3 ans, le 11 septembre 1973, l'Unité Populaire d'Allende tombait, sous les coups conjugués de l'impérialisme US et d'une armée Chilienne dépendante pour sa formation, et son matériel, des Etats-Unis.

Une sanglante répression se déclenchait contre le peuple chilien : exécutions sommaires au coin des rues, bombardements d'usines occupées, déportation et internement dans les stades, malgré une résistance héroïque. Mais les illusions répandues par l'UP sur la loyauté et le légalisme des forces armées, la loi criminelle d'Octobre 72 permettant à l'armée de perquisitionner dans les usines et les quartiers populaires pour découvrir des armes, enfin la participation, dans les derniers mois, des militaires au gouvernement, tous ces faits avaient désarmé la classe ouvrière et le peuple chilien.

Survivre au Chili en 76

Le « Traitement de choc » de l'économie, appliqué depuis avril 75 par les « Chicago Boys » (1) au pouvoir, ne permet pas de dresser de l'économie chilienne un bilan autre que très sombre : la production industrielle a baissé de 25 % en 75 par rapport à l'année précédente et dans l'agriculture, la situation n'est pas plus brillante : les paysans manquent de semences, et une partie du bétail a été abattu l'an dernier. Il faudra 10 ans au moins pour retrouver le niveau de 1970.

Le chômage qui tournait autour de 4 % sous le gouvernement Allende atteint maintenant près du quart de la population active, sans compter les milliers de Chiliens, qui, sans emploi fixe, vivent d'expédients, en état de sous-alimentation permanente. La baisse du pouvoir d'achat des travailleurs est évaluée à 70 % en trois ans, la mortalité infantile s'accroît et les hausses des produits alimentaires courants varient entre 400 % pour le lait et plus de 1000 % pour certains légumes (pois chiches, lentilles). Tel est le prix du traitement de choc appliqué qui se fixe pour objectif la rentabilisation de l'économie chilienne à travers un libéralisme économique à tout crin.

«L'économie chilienne aux enchères» (2)

D'ores et déjà, la désertification a été pratiquée sur une grande échelle : sur les 600 entreprises nationales existant, il n'en restera plus qu'une trentaine. Le recours à l'initiative privée est un des dogmes intangibles de la nouvelle clique au pouvoir, de même que l'ouverture totale des frontières d'ici à deux ans, alors que jusque là, le Chili était protégé par une série de barrières douanières. S'adapter ou disparaître, telle est la seule alternative de milliers de petites et moyennes entreprises. En réalité, l'alternative n'exis-

te même pas, car seules les grosses entreprises liées au capital américain ou entièrement contrôlées par lui ont la possibilité de survivre.

La CORFO (Corporation du Développement) a vendu par exemple la fabrique de cellulose d'Arauco à la société Parsons & Whitmore ou celle de pneus (Manesa) à Firestone. Ces entreprises représentaient des possibilités de développement importantes pour le Chili. D'autres secteurs ont été de cette façon purement et simplement bradés. Par ailleurs, des sociétés comme la CAP (Compagnie de l'Acier du Pacifique) a vu sa production baisser de moitié (300 000 tonnes) par rapport à 70.

Une logique «continentale» (3)

Ces différents faits s'inscrivent dans une logique «continentale», qui est celle de l'impérialisme US en Amérique Latine. Les Américains appliquent de plus en plus brutalement une politique de rédivision du travail en Amérique Latine, dans laquelle seuls certains pays, en premier lieu le Brésil, auraient la possibilité d'avoir un certain développement industriel, alors que la plupart des autres (Chilie, Bolivie...) se verraient confinés à un rôle de fournisseurs traditionnels de matières premières. Dans ces conditions, à quoi bon développer la production d'acier chilienne ? Par contre, les USA voient tout à fait l'intérêt de développer leurs investissements dans les mines du nord du pays.

Contradictions au sein de la bourgeoisie

Cette politique de rationalisation ne va pas sans provoquer des grincements de dents dans la petite et moyenne bourgeoisie qui il y a trois ans, avaient pourtant accueilli avec sympathie le coup

Les timides mesures de nationalisation des ressources naturelles, imposées par des indemnités considérables, et la possibilité, pour les soviétiques US d'investir dans de nouveaux secteurs. La politique économique de l'UP avait eu pour conséquence l'inflation et la baisse du pouvoir d'achat des masses populaires, elle avait aussi amené les couches moyennes à se détacher de plus en plus de l'UP, sous la double pression des difficultés économiques et de la pression de l'impérialisme américain. La grève des camionneurs de juillet 73, en avait été un exemple.

Mais, une leçon fondamentale de l'unité populaire, que les réformistes et les révisionnistes cherchent à passer sous silence, c'est l'impossibilité réaffirmée de passer au socialisme, sans l'abolition de l'Etat et des classes exploiteuses, au moyen de la lutte armée du peuple.

d'Etat «gorille». Ces contradictions naissantes entre la moyenne bourgeoisie et la junte, sont appelées à s'aiguiser et sous-tendent les déclarations de l'ex-président Frei.

La remontée du cuivre

C'est dans cette situation très sombre, dont le poids principal retombe sur la classe ouvrière, qu'il faut replacer les quelques résultats dont se prévalent les militaires fascistes. Leur politique a aujourd'hui deux objectifs : le redressement des finances extérieures et la lutte contre l'inflation. Sur le premier point, le Chili pourra payer ses dettes de 1976 sans demander de nouveaux délais et pour les premiers mois de 1976, la balance des paiements est excédentaire de 200 millions de dollars. Ce résultat a été obtenu notamment par la hausse du cours du cuivre qui est passé de 55 cents à plus de 75 cents la livre, cet été. Les pressions de l'impérialisme US sur les marchés des matières premières sont évidentes, et pendant les années d'unité populaire, les cours avaient baissé (4). Dans la même période, les importations ont baissé (d'environ 40 %) et les exportations non-traditionnelles ont augmenté, conséquence du rétrécissement de la demande interne, conséquence, en d'autres termes de la misère à laquelle est acculé le peuple chilien.

Et quelques dollars de plus

Mais le facteur décisif de ce «redressement» a été l'aide américaine, tant sous forme de prêts que d'investissements. Il est parfaitement clair que l'impérialisme US est décidé à payer le prix qu'il faudra pour maintenir la «stabilité» au Chili. Une «stabilité» dont les traits fondamentaux n'ont pas changé depuis trois ans : camps de concentrations,

perquisitions, arrestations massives, détention préventive illimitée, torture systématique, omniprésence de la DINA (police politique), et volonté de liquider physiquement les opposants. Les quelques libérations effectuées à la veille de la conférence de l'OEA ne sont évidemment qu'une mascarade destinée à masquer les centaines d'autres arrestations opérées constamment, et à fournir un prétexte aux Etats Unis pour se déclarer satisfaits. En matière de liberté, l'impérialisme yankee n'est pas regardant. D'ailleurs, au mois d'août, W.Simon, secrétaire d'Etat au trésor a déclaré que le gouvernement de Santiago s'efforçait d'accorder peu à peu «une liberté croissante au peuple chilien» et a «adopté une politique économique orientée vers une plus grande liberté individuelle». Satisfait du processus ainsi engagé, le même W.Simon a déclaré : «Dans l'avenir, nous chercherons les formes adéquates pour augmenter l'aide publique et privée. En particulier, nous essaierons de mettre sur pied un programme plus important pour promouvoir les investissements privés des Etats Unis au Chili, à travers la réactivation des investissements de l'OPIIC (Overseas Private Investment Corporation)...» Par ailleurs, en février dernier, R.Mac Namara, président de la Banque Mondiale a reconnu que le régime «gorille» chilien avait reçu 2 000 millions de dollars depuis le coup d'Etat, et qu'il en recevrait 500 millions par an jusqu'en 1980.

Seulement, depuis le mois de février dernier, de la Banque Mondiale, jusqu'à la BID (Banque Interaméricaine de développement : 150 millions de dollars) en passant par le FMI (Fonds Monétaire International), la liste des prêts est impressionnante, sans parler de l'aide directe du Sénat Américain (68 millions de dollars, le 11 juin), du renforcement de la «coopération militaire», et des investissements européens qui reprennent en particulier allemands et français.

(à suivre)

LE CHILI TROIS ANS APRES

Le Chili de Pinochet court-il à la catastrophe économique ? Les dissensions intervenues dans l'armée en janvier, avec notamment la démission du chef d'état-major de la défense nationale, le général Arellano Stark, de même que le remaniement ministériel du mois de mars sont-ils le signe de difficultés insurmontables à court terme pour la Junte ? La publication du livre de l'ex-président Frei, démocrate-chrétien, autorisée par Pinochet en janvier dernier est-elle le prélude à une «solution de rechange», à une voie plus «démocratique» ? Frei, décidé à se «sacrifier», implore le secours des forces armées : «dans le passé, les forces armées chiliennes sont rarement intervenues ; bien plus elles

la situation de la Résistance aujourd'hui au Chili ne peut se définir ni avec défaitisme, ni avec triomphalisme. Elle est entrée dans une phase de lent redressement : les luttes de masses ont sensiblement augmenté au cours du premier semestre 76 au point de créer une véritable pression populaire. Le prolétariat minier et industriel qui a réussi à conserver des formes d'organisations syndicales clandestines, et dans une moindre mesure les travailleurs des services publics ont été à l'initiative dans les luttes sur les salaires, contre le Nouveau Code du Travail (suppression du droit syndical et du droit de grève). L'existence de Comités de Résistance et de Commissions d'usines en témoignent. Cependant, le chemin de la



ont toujours aidé au respect de la constitution... Elles ne pourraient rendre meilleur service à la patrie qu'en se conformant à cette ligne de conduite». En réalité, la récente réunion de l'OEA (Organisation des Etats d'Amérique Latine) qui s'est tenue en juin dernier à Santiago a signifié une tendance à la consolidation du régime fasciste de Pinochet, et un soutien inconditionnel des Etats-Unis. Toute analyse qui pronostiquerait un effondrement interne rapide du pinocetisme fait peser de lourdes hypothèques sur la nature même de la Résistance, qui ne peut-être que prolongée. D'un autre côté,

victoire est encore long : il suppose que soient tirées à fond les leçons de l'Unité Populaire et que soit liquidée l'hégémonie du parti révisionniste et des autres partis bourgeois sur le mouvement ouvrier pour que puisse se constituer sur des bases révolutionnaires un front contre la dictature. La dernière réunion à Mexico en vue de reconstituer un gouvernement de l'UP en exil, et la désignation probable pour le secrétariat exécutif d'un homme proche du parti révisionniste comme Clodomiro Almeyda, tout cela dit clairement le chemin qui reste à parcourir...

(1) Ils suivent les leçons de M. Friedmann et ont été formés à l'école de Chicago.

(2) L'Unité Populaire, sous la pression des masses populaires, avait réalisé une série de nationalisations qui limitaient quelque peu la toute-puissance des sociétés US. Mais ces mesures, tant que la nature de classe de l'Etat ne changeait pas, n'étaient pas décisives.

(3) Devant la montée des luttes dans les pays du Tiers

Monde, et leur constitution en force politique, à laquelle les pays d'Amérique Latine ont participé très inégalement, l'impérialisme US veut resserrer son étau sur ce qu'il considère comme sa chasse gardée, pour compenser ses échecs dans le reste du monde.

(4) Maintenant que les sociétés US (Kennecott, Anaconda, Brandon Corp.) sont revenues en force, elles ont tout intérêt à cette hausse des cours.